Les défis du mouvement pro-démocratique à Hong Kong

Réformes politiques, scissions internes et déficit de légitimité du gouvernement

JOSEPH Y. S. CHENG*

RÉSUMÉ : Cet article examine les défis que rencontre aujourd'hui le mouvement pro-démocratique à Hong Kong ainsi que la situation politique et sociale globale de ce territoire. Il montre que dans une période de polarisation politique et sociale qui pose de sérieux problèmes de gouvernance, la désagrégation et les scissions du mouvement pro-démocratique ne représentent pas forcément une victoire politique pour le front uni pro-Pékin. L'administration menacée par un déficit de légitimité éprouve des difficultés croissantes à accomplir ses missions, que ce soit en termes de développement économique ou de services sociaux, et elle se retrouve coincée dans un cercle vicieux où des performances insatisfaisantes viennent empirer son déficit de légitimité.

Bien que la confiance de la population de Hong Kong envers la Chine et ses dirigeants ainsi que son identification avec le continent se soient renforcées depuis le retour du territoire à la Chine, le soutien appuyé de cette dernière à la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong s'est révélé être à double tranchant. Les Hongkongais se sont rendu compte que les réformes politiques locales se décidaient à la capitale, et ils rendent en partie les autorités chinoises responsables des performances médiocres du gouvernement de la RAS, choisi par Pékin et qui rend des comptes à la capitale. Cette situation perdant-perdant ne peut s'inverser que par une prise de conscience des dirigeants chinois qui, espérons-le, pourraient se sentir suffisamment en sécurité pour autoriser une véritable démocratie sur le territoire.

MOTS CLÉS : Mouvement pro-démocratique, réformes électorales, scissions internes, déficit de légitimité, front uni pro-Pékin, polarisation sociale, et « génération post-80 »

Le gouvernement de la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong a publié en novembre 2009 un document intitulé « Methods for Selecting the Chief Executive and for Forming the Legislative Council in 2012 » (Méthodes de sélection du chef de l'exécutif et de formation du Conseil législatif en 2012, dénommé ci-après « Propositions de réforme politique »). Ce document, contrairement aux exigences du mouvement pro-démocratique, ne contenait ni calendrier ni feuille de route prévoyant l'élection du chef de l'exécutif au suffrage universel en 2017 et celle du Conseil législatif en 2020. Les partisans du mouvement ont été très déçus.

Les Propositions de réforme politique ne contenaient pourtant aucun élément de surprise. En revanche, elles ont mis au jour des divisions au sein du mouvement pro-démocratique et une scission permanente y est dorénavant inévitable. (1) Par ailleurs, cela a confirmé à la population de Hong Kong que les dirigeants chinois et le gouvernement de la RAS n'ont aucun intérêt à promouvoir une véritable démocratie et que l'émergence de cette dernière reste pour le moins incertaine.

Le mouvement pro-démocratique qui est dans l'opposition depuis sa naissance dans les années 1980 et n'a aucune perspective d'exercice du pouvoir, est inévitablement déchiré par des divergences de stratégie et de tactique, certains jouant la carte de la modération et des négociations avec les autorités tandis que d'autres optent pour le radicalisme. Cette scission reflète également une polarisation au sein de la société hongkongaise, où une majorité sombre dans une apathie croissante tandis qu'une minorité significative exprime sa colère et sa frustration de manière de plus en plus démonstrative, non seulement à cause de la stagnation du processus de démocratisation, mais aussi du fossé grandissant entre les riches et les pauvres.

Cet article examine les défis que rencontre aujourd'hui le mouvement pro-démocratique à Hong Kong ainsi que la situation politique et sociale du territoire dans son ensemble. Il montre que la désagrégation et les scissions du mouvement pro-démocratique ne représentent peut-être pas un gain politique pour le front uni pro-Pékin, à un moment où la polarisation politique et sociale pose de sérieux problèmes de gouvernance. L'administration menacée par un déficit de légitimité éprouve des difficultés croissantes à accomplir ses missions, que ce soit en termes de promotion du développement économique ou de gestion des services sociaux, et elle se retrouve coincée dans un cercle vicieux où des résultats médiocres viennent aggraver son déficit de légitimité.

* Joseph Y.S. M. Cheng est professeur de sciences politiques à la City University de Hong Kong (e-mail : rccrc@cityu.edu.hk), rédacteur en chef du *Journal of Comparative Asian Development* et du *Hong Kong Journal of Social Sciences* (香港社會科學學報, *xianggang shehui kexue xuebao*). L'un de ses derniers ouvrages s'intitule : Joseph Y. S. Cheng (éd.), *Whither China's Democracy? Democratization in China since the Tiananmen Incident*, Hong Kong, City University of Hong Kong Press, 2011.

1. Voir à ce sujet la chronique de Lee Sin-Chi intitulée « Jianzhipai dali zaoshi, fanmin fenlie cheng dingju », (Le pouvoir en place construit énergiquement un environnement favorable, le camp pan-démocratique est sur le point de se séparer), *Ming Pao*, 21 décembre 2009, p. A4.

Le progrès ou le manque de progrès des réformes électorales

La tentative de faire passer l'article 23 [2] et la situation économique difficile due à l'épidémie de pneumonie atypique (SRAS) ont jeté dans les rues un demi-million de personnes qui réclamaient la démocratie. [3] Par la suite, en janvier 2004, le gouvernement de la RAS de Hong Kong a formé un groupe de travail chargé de préparer les changements constitutionnels. Il a également décidé d'initier un mécanisme d'amendement des modes de scrutin pour le chef de l'exécutif et le Conseil législatif en accord avec l'interprétation d'avril 2004 du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) afin de renforcer les facteurs démocratiques dans l'élection du chef de l'exécutif en 2007 et dans celle du Conseil législatif en 2008.

En octobre 2005, le gouvernement de la RAS a annoncé un ensemble de propositions de réforme du système électoral devant débuter en 2007/2008. Les propositions suggéraient d'inclure tous les membres des conseils de district au comité électoral chargé d'élire le chef de l'exécutif [4] et d'élargir le Conseil législatif de 60 à 70 membres, répartis en cinq sièges supplémentaires pour chacune des circonscriptions géographiques et cinq sièges à pourvoir par les membres des conseils de district. Plus tard, en novembre 2005, le chef de l'exécutif a lancé un débat sur les différents modèles, la feuille de route et le calendrier à adopter pour la mise en place du suffrage universel à travers la nomination d'une commission de développement stratégique.

Dans le mois suivant, les législateurs pro-démocrates ont mis leur veto à ces réformes. Ils ne pouvaient accepter que le gouvernement central et le gouvernement de la RAS de Hong Kong refusent de fournir une feuille de route et un calendrier concrets prévoyant la mise en place du suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif et de l'ensemble du corps législatif. Ils s'opposaient également au maintien des membres nommés d'office et des membres de droit dans les conseils de district.

L'échec des mesures de réforme électorale du gouvernement de la RAS impliquait que l'ancien système allait continuer à s'appliquer. Le mouvement pro-démocratique était convaincu que Pékin et le gouvernement du territoire n'avaient aucune intention de mettre en place une véritable démocratie à Hong Kong, tandis que le front uni pro-Pékin pouvait reprocher aux groupes démocratiques de faire obstacle aux réformes électorales et de retarder le processus de démocratisation. Pendant ce temps, de la fin 2005 à la mi-2007, la commission de développement stratégique a poursuivi son travail.

Le gouvernement de la RAS de Hong Kong a publié le 11 juillet 2007 un livre vert sur l'évolution de la constitution afin de consulter le public sur les différentes options, la feuille de route et le calendrier établissant le suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif et du Conseil législatif. Le 12 décembre 2007, Donald Tsang a soumis un rapport au Comité permanent de l'ANP. Les enquêtes d'opinion effectuées à Hong Kong durant la dernière décennie ont systématiquement montré qu'environ 60 % de la population était favorable au suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif et du Conseil législatif (ci-après « double suffrage universel »). De plus, les groupes pro-démocratiques qui réclamaient la mise en place immédiate du « double suffrage universel » ont réussi à recueillir 60 % des suffrages aux élections directes du Conseil législatif (ils on remporté encore plus de voix lors des dernières élections). Par conséquent, le rapport de l'administration Tsang à l'ANP reconnaissait que plus de la moitié de l'opinion publique soutenait l'application du « double suffrage universel » en 2012, il soulignait également que la mise en place du suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif aurait plus de chances d'être acceptée par la majorité de la communauté hongkongaise si elle intervenait au plus tard en 2017.

Le Comité permanent de l'ANP n'a pas tardé à annoncer, le 29 décembre 2007, sa « Décision sur les problèmes relatifs aux méthodes de sélection du chef de l'exécutif et à la formation du Conseil législatif de la RAS de Hong Kong en 2012 ainsi que sur le suffrage universel ». Cette décision établit que : « l'élection du cinquième chef de l'exécutif de la RAS de Hong Kong en 2017 pourrait s'effectuer par la méthode du suffrage universel ; après l'élection du chef de l'exécutif au suffrage universel, l'élection de l'ensemble des membres du Conseil législatif de la RAS pourrait également s'effectuer par la méthode du suffrage universel. »

L'administration de Donald Tsang et le front uni pro-Pékin affirment depuis cette décision que le calendrier pour l'application du « double suffrage universel » a été établi. Mais le mouvement pro-démocratique a toutes les raisons de critiquer ces dispositions qui sont loin de suivre un calendrier concret et un engagement ferme. Ils estiment que la décision du CPCNP peut être interprétée ainsi : « Si les conditions s'y prêtent, alors le "double suffrage universel" pourrait être appliqué en 2017 et 2020 (la date de l'élection du Conseil législatif qui suit celle du chef de l'exécutif en 2017) ; et si les conditions ne sont pas réunies, il convient d'être prudent et éventuellement de repousser l'échéance. »

En outre, la procédure de nomination des candidats pour l'élection du chef de l'exécutif restait controversée. Selon l'article 45 de la loi fondamentale, l'« objectif ultime est d'élire le chef de l'exécutif au suffrage universel sur nomination d'un comité de sélection largement représentatif, en accord avec les procédures démocratiques. » On considère que l'actuel comité électoral chargé d'élire le chef de l'exécutif assumera les fonctions de comité de sélection ; et selon l'article 4 de l'annexe I de la loi fondamentale : « Les candidats au poste de chef de l'exécutif doivent être nommés conjointement par au moins 100 membres du comité de sélection, chaque membre ne pouvant nommer qu'un candidat. » Le comité électoral devrait compter 1 200 membres en 2012, dont 300 membres élus par les quatre groupes suivants : le secteur industriel, commercial et financier ; les corps professionnels ; les syndicats, les services sociaux, les représentants religieux et d'autres domaines de la vie publique ; les membres du Conseil législatif, les représentants d'organisations au niveau des districts, les députés de Hong Kong à

2. L'article 23 de la loi fondamentale (constitution de Hong Kong) établit que : « La région administrative spéciale de Hong Kong peut promulguer des lois par elle-même afin d'interdire tout acte de trahison, sécession, sédition ou de subversion à l'encontre du gouvernement central du peuple, le vol de secret d'État ainsi que la conduite d'activités politiques dans la Région par des organisations ou corps politiques étrangers et l'établissement de liens par des organisations ou corps politiques de la Région avec des organisations ou corps politiques étrangers. » Cet article a été ajouté à la version préliminaire de la loi fondamentale suite aux grandes manifestations auxquelles a participé la population de Hong Kong durant les événements de la place Tiananmen en 1989 ; il est évident que les autorités chinoises craignaient que ces troubles sociaux ne se reproduisent.

   L'administration Tung a eu la sagesse de ne pas initier ce processus législatif controversé durant son premier mandat. Devant l'insistance des autorités chinoises, une proposition sur l'application de l'article 23 de la loi fondamentale a été publiée en septembre 2002. Cela a évidemment suscité la crainte d'une répression des groupes de défense des droits de l'homme et de la secte Falun Gong. Le camp pro-démocratique du territoire a également perçu ces propositions comme une menace sur les libertés civiles. Voir *South China Morning Post*, 25 septembre 2002.

3. Voir Joseph Y. S. Cheng (éd.), *The July 1 Protest Rally – Interpreting a Historic Event*, Hong Kong, City University of Hong Kong Press, 2005.

4. À cette époque, Hong Kong était divisé en 18 districts ayant chacun un conseil de district agissant comme un organe consultatif local. Ils étaient constitués d'environ 400 membres élus dans de petites circonscriptions uninominales et de plus de 100 membres nommés d'office ainsi que les présidents des comités ruraux, membres de droit.

l'Assemblée nationale populaire et des représentants des membres hongkongais du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC).

Dans la mesure où les votes du comité électoral penchent clairement du côté du pouvoir en place, le mouvement pro-démocratique pourrait ne pas être en mesure d'obtenir suffisamment de sièges pour nommer son candidat ; si le seuil de nomination est trop élevé, il n'y aura pas de réelle compétition et le peuple de Hong Kong ne pourra choisir qu'à partir d'une petite liste de candidats approuvés par Pékin.

Les Hongkongais se souviennent que lors de l'élection du chef de l'exécutif en 2002, un changement de procédure a permis d'élargir les modes de nomination des candidats par le comité de sélection. Par conséquent, plus de 700 membres ont nommé C. H. Tung, et il n'y avait plus assez de votes pour nommer un autre candidat ; Tung a été élu *ipso facto* pour un second mandat. Par la suite, lors de la troisième élection du chef de l'exécutif en juin 2005, le candidat du mouvement pro-démocratique, le chef du Parti démocrate Lee Wing-tat n'a même pas pu rassembler les 100 votes nécessaires pour se qualifier en tant que candidat. Pour la quatrième élection du chef de l'exécutif en 2007, le candidat du mouvement pro-démocratique, Alan Leong Kah-kit, est parvenu à se qualifier comme candidat officiel et à engager un débat avec Donald Tsang, qui briguait un second mandat. Mais le mouvement pro-démocratique n'a remporté que 130 à 140 sièges du comité électoral, et il pouvait difficilement faire mieux.

Les propositions émanant de responsables du front uni pro-Pékin, y compris des membres de la commission sur la loi fondamentale de la RAS sous l'égide du comité permanent de l'ANP ont alarmé le mouvement pro-démocratique. Ces suggestions se réfugiaient derrière le prétexte d'une compétition ordonnée et de la garantie d'une représentativité élargie des candidats pour bloquer la présentation des candidats du mouvement pro-démocratique. La plupart de ces propositions avaient pour objectif d'élever les seuils de nomination ; par exemple, une nomination devait recueillir l'approbation de 200 membres (25 %) du comité de sélection au lieu de 100, elle devait également recueillir l'approbation d'un nombre spécifique de représentants de chacun des quatre groupes et obtenir le soutien d'un certain nombre de députés de Hong Kong à l'ANP. En réponse à ces propositions, le mouvement pro-démocratique a demandé à ce que le seuil de nomination des candidats au poste de chef de l'exécutif ne soit pas supérieur au seuil actuel.

Concernant les élections de 2012, la décision du comité permanent de l'ANP de décembre 2007 stipule que le suffrage universel s'appliquerait comme auparavant à la moitié des sièges de la législature. En outre, l'autre moitié des sièges reviendrait toujours aux circonscriptions socio-professionnelles (*functional constituencies*) et les procédures de vote des projets de loi et des propositions du Conseil législatif ne seraient pas non plus modifiées. Cela signifiait concrètement que la majorité en sièges détenue par les circonscriptions socio-professionnelles aurait un pouvoir de veto sur les initiatives des législateurs pro-démocrates.

Aux yeux des Hongkongais, si l'ampleur des réformes pour les élections de 2012 est si limitée, comment pourrait-on espérer d'autres progrès entre 2012 et 2017, voire 2022 ? Il est très probable que les autorités chinoises aient adopté une tactique de ralentissement consistant à repousser la résolution des problèmes de réforme électorale à 2015 ou 2016. Plusieurs déclarations effectuées par des responsables clés de *l'establishment* peu après la parution des Propositions de réforme politique ont semé des doutes sérieux quant à la détermination des autorités chinoises à abolir les circonscriptions socio-professionnelles d'ici 2020. En novembre 2009, Maria Tam, une députée de Hong Kong à l'ANP et membre de la commission sur la loi fondamentale de la RAS appartenant au comité permanent de l'ANP a indiqué aux médias que les sièges du Conseil législatif revenant aux circonscriptions socio-professionnelles, conformément au principe d'égalité, étaient susceptibles d'être pourvus au suffrage universel ; elle a ajouté que les modalités du suffrage universel seraient fixées par le gouvernement central à Pékin en accord avec la loi fondamentale, et non selon les dispositions de la Convention internationale sur les droits civils et politiques. [5] Un jour plus tôt, le secrétaire général du gouvernement Henry Tang Ying-yen (un des favoris pour le poste de chef de l'exécutif en 2012) avait déclaré que le système « une personne, deux votes » pouvait être juste et équitable si tout le monde pouvait voter dans une circonscription socio-professionnelle. [6] L'abolition de ces dernières était devenue le thème le plus important de la campagne pour la promotion d'une véritable démocratie.

Au cours du processus de réforme électorale des dernières années, il semble que l'autonomie du gouvernement de la RAS de Hong Kong ait été bien érodée. Durant la campagne pour la réélection de Donald Tsang au poste de chef de l'exécutif au début 2007, ce dernier a déclaré aux journalistes qu'il allait « prendre à bras-le-corps » le problème complexe de la réforme politique. Dans son premier discours de politique générale après sa réélection, il a insisté sur le devoir constitutionnel qu'il avait sur cette question. Cependant, après la parution des Propositions de réforme politique à la fin 2009, les responsables du gouvernement central et l'administration Tsang on indiqué que Hong Kong n'avait pas l'autorité pour préparer les réformes politiques pour l'après 2012. On est en droit de se demander quand l'administration Tsang a perdu l'autorité pour préparer les réformes politiques de l'après 2012. Quand le gouvernement central a-t-il repris son autorité au gouvernement de la RAS ? Le gouvernement central et celui de la Région doivent des explications au peuple de Hong Kong.

Quand les gens de Hong Kong se penchent sur la loi fondamentale, leur compréhension a toujours été que les amendements à la méthode de sélection du chef de l'exécutif après 2007 nécessitent l'approbation des deux tiers du Conseil législatif au complet, le consentement du chef de l'exécutif et l'accord du comité permanent de l'ANP.

De même, les amendements aux méthodes de formation du Conseil législatif ne peuvent se faire qu'avec l'approbation des deux tiers du Conseil législatif au complet, le consentement du chef de l'exécutif et la validation du Comité permanent de l'ANP.

Il n'est fait mention nulle part dans la loi fondamentale d'une obligation du gouvernement de la RAS d'obtenir l'autorisation de l'ANP avant d'établir une feuille de route et un calendrier de réformes politiques au-delà du mandat en cours.

Durant la rédaction de la loi fondamentale, la population de Hong Kong n'a pas été mise au courant des discussions sur les prérequis d'une autorisation de l'ANP. Néanmoins, il ne fait pas de doute que le gouvernement de la RAS de Hong Kong doit obtenir l'autorisation de l'ANP avant d'abolir les circonscriptions fonctionnelles du Conseil législatif pour 2020.

Les déclarations de Maria Tam sur le suffrage universel à Hong Kong soulèvent également des questions sérieuses. Le gouvernement de la RAS de Hong Kong a-t-il été consulté ? S'il l'a été, pourquoi l'administration Tsang n'a-t-elle pas consulté la communauté hongkongaise ou pourquoi ne l'a-t-

5. *Ming Pao*, 21 novembre 2009.
6. *South China Morning Post*, 20 novembre 2009.

elle pas au moins informée de sa « nouvelle politique » ? Il est pour le moins inapproprié de révéler une décision de cette importance aux Hongkongais au cours d'un *talk-show* télévisé.

Il y avait eu des rumeurs au sein des médias locaux indiquant que certains experts juridiques pro-Pékin de Hong Kong travaillaient à l'élaboration d'une définition d'une « représentation universelle et équitable » applicable aux futures mesures de réforme politique du territoire. Il n'y a eu aucune indication sur l'implication de l'administration Tsang dans ce travail.

Après avoir rencontré la délégation du Parti démocrate sur les problèmes de réformes politiques, Li Gang, le directeur adjoint du bureau de liaison du gouvernement central à Hong Kong était bien en peine d'expliquer aux médias que son bureau n'était pas le « second gouvernement du territoire ». [7] C'était au cours de la première conférence de presse locale des hauts dirigeants du bureau de liaison ; pourquoi Li Gang a-t-il cru nécessaire de clarifier la situation d'une possible « autre équipe gouvernante » alors qu'aucun journaliste n'avait soulevé le sujet ? Il s'est sans aucun doute rendu compte que de nombreuses personnes avaient cette impression et il a voulu rectifier le « commentaire personnel » effectué par son ancien collègue Cao Erbao dans un article publié par le *Study Times* de l'École centrale du Parti. [8]

Lorsque le gouvernement central a autorisé le bureau de liaison à rencontrer les groupes pro-démocratiques de Hong Kong, il aurait dû étudier avec précaution si ces groupes étaient habilités à recevoir des messages au nom de la population dans son ensemble et à servir d'intermédiaire entre Pékin et Hong Kong sur les problèmes de réforme politique. Si c'était le cas, il aurait dû observer les principes d'ouverture et de transparence plutôt que de sélectionner quelques groupes pro-démocratiques en se basant sur des considérations propres au front uni.

La forte influence de Pékin

La population de Hong Kong sait que les problèmes de réforme politique seront réglés à Pékin et non par le gouvernement de la RAS. Symboliquement, la manifestation pour la démocratie du 1er janvier 2010 a changé son itinéraire habituel et choisi le bureau de liaison, organe représentatif du gouvernement central, comme destination. Il est probable que d'autres manifestations prennent le bureau de liaison pour cible à l'avenir. [9]

La communauté a également pris conscience que les dirigeants chinois sont réticents à laisser une véritable démocratie s'installer sur le territoire. Bien qu'une majorité significative de Hongkongais soit en faveur de la démocratie, ils ne sont pas prêts pour autant à affronter Pékin. Devant la ligne dure de la capitale, la plupart d'entre eux ont tendance à retourner à leur traditionnelle apathie. Après tout, la communauté est relativement satisfaite du *statu quo* lui assurant stabilité et prospérité et elle rechigne à le sacrifier dans une quête de démocratie.

Lors de la visite du président Hu Jintao à Macao en décembre 2009, ce dernier a ouvertement déclaré que le gouvernement central donnait « une bonne note » au bilan de l'administration sortante d'Edmund Ho Hau-wah et à sa contribution envers Macao et la nation. [10] Lorsque le chef de l'exécutif Donald Tsang Yam-kuen a effectué une visite officielle à Pékin à la fin du même mois, le Premier ministre Wen Jiabao lui a demandé de résoudre les « conflits profondément ancrés » dans la société hongkongaise et le président Hu a souhaité quant à lui que les réformes constitutionnelles du territoire soient menées « de manière appropriée ». [11] Les remarques du Premier ministre ont été largement considérées comme un désaveu public. Il semblerait que le pouvoir central soit satisfait de la situation à Macao et mécontent des contradictions politiques et sociales à Hong Kong.

Quelle est la situation politique à Macao ? Lors de l'élection du chef de l'exécutif en 2009, il n'y avait qu'un candidat, Fernando Chui Sai-on, et par conséquent pas de compétition ni de débat. Une fois que Pékin avait indiqué son candidat préféré, l'affaire était réglée. L'élection du comité électoral a été encore plus choquante : il n'y avait que 300 candidats pour le même nombre de sièges, donc pas de compétition, pas de campagne électorale ni d'élection digne de ce nom.

À Macao, cette « politique de la rue » est souvent justifiée ainsi : Macao est une petite ville et les dirigeants de tout bord sont liés entre eux d'une façon ou d'une autre. La compétition électorale et les controverses doivent être évitées au nom de la future coopération et du maintien de l'harmonie au sein de Macao. Les organisations non liées au pouvoir en place n'ont réussi à obtenir que trois sièges, leur participation politique et leur capacité de mobilisation sont donc plus que limitées.

La domination de *l'establishment* et l'absence de société civile peuvent être attribuées à deux facteurs. Premièrement, les médias de masse locaux sont quasiment tous contrôlés par le pouvoir en place. Les médias de Macao ne critiquent pas leur gouvernement ou celui de la Chine. La population de Macao a amplement accès aux journaux, radios et chaînes de télévision de Hong Kong, mais ces derniers traitent peu de leur ville. Les seuls médias indépendants, en portugais ou en anglais, s'adressent à la communauté relativement peu nombreuse des expatriés. Deuxièmement, presque toutes les organisations de défense des droits civils reçoivent des financements généreux de la part du gouvernement, qui a pour sa part empoché des revenus confortables ces dernières années grâce à l'industrie du jeu. Même la puissante Église catholique doit maintenir de bonnes relations avec le gouvernement afin de continuer à offrir ses impressionnants services sociaux. Les seuls troubles sociaux se produisent à l'occasion de la fête du travail et portent souvent sur des problèmes liés au niveau de vie.

La situation est complètement différente à Hong Kong. Toutes les parties prenantes considèrent que l'État de droit et la liberté de l'information sont essentiels pour que le territoire conserve son statut de centre de la finance internationale et de services aux entreprises. Si ces deux atouts viennent à disparaître, Hong Kong ne sera plus qu'une ville chinoise parmi les autres et ne pourra plus se démarquer de Shanghai ou d'autres villes côtières. La leçon à tirer de l'expérience de Macao est claire : si la population de Hong Kong ne protège pas ses droits avec ferveur, la société civile déclinera. Quelques-unes des pratiques politiques de Macao commencent déjà à émerger à Hong Kong. L'autocensure des médias devient sérieuse et les débats de fond et objectifs sur les questions politiques se font de plus en plus

7. *Ming Pao*, 24 mai 2010.
8. Cao Erbao, « "Yiguoliangzhi" tiaojianxia Xiang Gang de guanzhi liliang » (Les capacités de gouvernance de Hong Kong et le principe « un pays, deux systèmes »), *Xuexi shibao* (Study Times), 29 janvier 2008. Cao Erbao était chef de département au bureau de liaison du gouvernement central à Hong Kong. Il explique que les cadres du continent travaillant sur Hong Kong pourraient constituer une force pour la gouvernance de la RAS. Lorsque les Hongkongais ont pris connaissance de cet article, cela a soulevé une controverse et généré une suspicion considérable à l'égard des interventions de Pékin sur le territoire.
9. Les manifestations organisées par le mouvement pro-démocratique commencent habituellement à Victoria Park dans le quartier de Causeway Bay et se terminent devant les bureaux du gouvernement à Central. Le 1er janvier 2010, la manifestation a commencé à Central pour arriver devant le bureau de liaison à Sai Wan. Voir les grands journaux de Hong Kong datés du 2 janvier 2010.
10. *South China Morning Post*, 20 décembre 2009.
11. *South China Morning Post* , 29 décembre 2009.

rares. L'apathie du grand public sur les sujets politiques est croissante et son mécontentement s'exprime principalement à travers des manifestations visant à faire la une de l'actualité.

Les Hongkongais ont progressivement pris conscience qu'à long terme l'économie du territoire est de plus en plus dépendante de celle du continent (voir tableau 1). Cette dépendance croissante s'est accompagnée d'un relatif déclin de Hong Kong en termes de compétitivité économique au niveau international. Cela fait dix ans que les dirigeants de Shanghai ne considèrent plus l'ancienne colonie comme un modèle à suivre ; ils regardent aujourd'hui vers New York et Londres. Au moment où Hong Kong est revenu à la Chine en 1997, les autorités du Guangdong étaient impatientes de tisser des liens économiques plus étroits avec la RAS, mais les hauts responsables du territoire voulaient éviter une intégration économique complète avec le continent et restaient assez insensibles aux appels du pied de la province voisine. Ces dernières années, Canton a suivi les traces de Shanghai en essayant d'attirer les investissements des 500 plus grandes entreprises multinationales listées par le magazine *Fortune*. La place de Hong Kong en tant que partenaire économique n'a fait que chuter depuis. En résumé, la dépendance de Hong Kong envers le continent et le déclin de son pouvoir de négociation relatif a exacerbé le sentiment de résignation de la population devant la position de Pékin sur les réformes électorales du territoire.

Simultanément, la confiance des Hongkongais sur l'avenir de la Chine continue de croître (tableau 2). Cela est apparemment dû à leur perception de plus en plus positive du standing international de la République populaire. Un sondage d'opinion réalisé par le Nouveau forum de la jeunesse en mars 2009 a révélé que 86 % des personnes interrogées estimaient que l'influence internationale de la Chine est considérable ; environ 77 % pensaient que la Chine allait sûrement ou peut-être devenir la première puissance mondiale à la place des États-Unis dans les 50 ans ; 80 % estimaient que la Chine est un pays pacifique ; et 60 % ne pensaient pas que le développement de la Chine constitue une menace pour la région Asie Pacifique. [12] Le succès des jeux Olympiques de Pékin a certainement contribué à cette image et une majorité de la population de Hong Kong estime que le statut international de la Chine, contrairement aux États-Unis, a été renforcé par la récente crise financière mondiale.

Les récentes difficultés économiques et les controverses politiques ont cependant ébranlé la confiance de la communauté de Hong Kong envers le gouvernement central et le principe « un pays, deux systèmes » (voir tableau 2). Étant donné que l'économie du territoire est fortement dépendante de l'économie du continent et du soutien politique du gouvernement central, et que le gouvernement de la RAS de Hong Kong a été choisi par les dirigeants chinois, les habitants du territoire auraient pu tenir le gouvernement central responsable des performances de leur économie et de leur gouvernement. Mais, de toute évidence, les tendances sont plutôt positives depuis 1997.

Ces dernières années, la confiance de la population de Hong Kong envers le gouvernement central a été considérablement plus élevée que la confiance envers leur propre gouvernement, la situation s'est donc renversée par rapport aux années 1990, avant le retour du territoire à la Chine. Dans une étude qui date de décembre 2008 (l'une de celles qui figurent dans le tableau 2), 56 % des personnes interrogées affirment qu'elles font confiance au gouvernement central, tandis que 42 % font plutôt confiance au gouvernement de la RAS de Hong Kong et 19 % ne font pas du tout confiance au gouvernement de Pékin. Cet écart de 14 % entre le gouvernement central et celui de Hong Kong a atteint son apogée en 2003. [13]

Au début de l'année 1996, à la veille de la rétrocession, un sondage d'opinion réalisé par l'université chinoise de Hong Kong révèle que 42 % des personnes interrogées faisaient confiance à l'administration britannique ; celles qui faisaient confiance aux Chinois ne dépassaient pas 20 %, tandis que 12 % seulement accordaient leur confiance au gouvernement chinois. [14] D'autres sondages sur le même sujet effectués dans les années 1990 ont donné des résultats similaires. Les autorités chinoises ont donc toutes les raisons d'être satisfaites des résultats de l'opération séduction du front uni sur le territoire. Cette confiance envers le gouvernement central et le principe « un pays, deux systèmes » suggère que la population de Hong Kong est moins encline à vouloir la démocratie en tant que mécanisme d'équilibre et de contrôle du pouvoir de Pékin, contrairement à l'idée en vogue, au lendemain des événements de Tiananmen en juin 1989, de la « démocratie comme rempart contre le communisme ». [15]

En termes d'identité de la population de Hong Kong, il y a eu des changements positifs du point de vue de Pékin, bien qu'ils soient plus limités. Comme on peut le voir dans le tableau 3, la tendance des habitants de la RAS à se considérer comme des « citoyens de Hong Kong » a progressivement décliné, ces derniers préférant l'expression « citoyen chinois de Hong Kong », bien que cette tendance se soit inversée en 2008 et en 2009. De même, les Hongkongais se considèrent de plus en plus comme des « citoyens chinois » plutôt que comme des « citoyens chinois de Hong Kong » ; mais de nouveau, cette tendance s'est elle aussi inversée entre la mi-2008 et la mi-2009. Il est pour le moins étonnant de constater que le sentiment d'identité des habitants du territoire comme citoyens de Hong Kong et comme citoyens chinois de Hong Kong est dans les deux cas de plus en plus marqué, bien que la dernière ait ici encore connu un faible déclin entre la mi 2008 et la mi 2009. La montée du sentiment d'identité des Hongkongais en tant que « citoyen chinois de Hong Kong » et « citoyen chinois » signifie peut-être qu'ils sont prêts à accepter une réduction des différences entre le territoire et le continent.

L'influence du front uni pro-Pékin a certainement gagné beaucoup de terrain depuis 1997. Il dispose de ressources impressionnantes : les autorités chinoises et le gouvernement de la RAS peuvent récompenser les activistes du front uni avec des décorations, des honneurs ainsi que des postes prestigieux tels que député, délégué au Comité national de la CCPPC ou dans des institutions locales équivalentes, ou encore par des nominations à divers comités consultatifs du gouvernement de Hong Kong. À bien des égards, le front uni est le groupe social le plus influent du territoire, dans lequel on peut se faire à la fois des relations d'affaires et un nom dans la société. Les députés de l'ANP et les délégués au Comité national de la CCPPC ont le privilège de pouvoir rencontrer les ministres du gouvernement central et les dirigeants des provinces quand bon leur semble ; on imagine aisément les avantages que peut en tirer un homme d'affaires de Hong Kong en Chine. Les membres du système des comités consultatifs du gouvernement de la RAS ont également des facilités pour rencontrer des hauts responsa-

12. *South China Morning Post*, 30 mars 2009.
13. *South China Morning Post*, 7 janvier 2009.
14. *Sing Tao Evening Post*, 5 février 1996.
15. Voir Joseph Y. S. Cheng, « Prospects for Democracy in Hong Kong », *in* George Hicks (éd.), *The Broken Mirror: China After Tiananmen*, Harlow, Essex, Royaume-Uni, Longman Group UK Limited, 1990, p. 278-295.

Tableau 1 – Commerce, investissement et tourisme entre la Chine et Hong Kong, 1978–2009

Année	Commerce (milliards de dollars US)									Investissement (milliards de dollars US)				Tourisme (1 000 pers.)	
	Exportations de la Chine vers Hong Kong		Importations de la Chine depuis Hong Kong		Total		Commerce d'entrepôt			Investissement de la Chine vers Hong Kong		Investissement de Hong Kong vers la Chine		Nombre de visiteurs chinois à HK	Nombre de visiteurs de HK en Chine***
							Exportations de la Chine vers HK	Importations de la Chine depuis HK	Total						
1978	1,35 3,78	(-)	0,04 1,41	(-)	1,39	(-)	-	0,03	-	-	(-)	-	(-)	-	1 562
1981	10,47 37,61	(8,99)	7,55 26,63	(2,12)	5,19	(11,11)	-	1,03	-	-	(-)	-	(-)	15	7 053
1986	73,13	(9,78)	61,46	(5,61)	18,02	(15,39)	-	5,24	-	-	(-)	-	(1,33)	44	21 269
1991	87,43	(32,14)	70,02	(17,46)	64,24	(49,60)	51,77*	19,66	71,43	-	(-)	-	(2,58)	112	30 506
1996		(32,91)	78,62	(7,83)	134,59	(40,73)	87,63	53,56	141,19	2,59**	(-)	6,94**	(20,87)	2 311	44 229
2001		(46,54)	95,20	(9,42)	157,45	(55,96)	103,64	63,66	167,30	4,94	(-)	8,50	(16,72)	4 449	74 345
2002	91,93	(58,46)		(10,73)	170,55	(69,19)	110,77	73,32	184,09	4,06	(-)	15,94	(17,86)	6 825	80 808
2003	100,72	(76,27)		(11,12)	195,92	(87,39)	123,99	90,49	214,48	4,87	(1,15)	7,68	(17,70)	8 467	77 527
2004	117,73	(100,87)	113,92	(11,80)	231,64	(112,67)	145,57	109,06	254,63	7,95	(2,63)	18,56	(19,00)	12 246	88 421
2005	134,53	(124,47)	129,82	(12,23)	264,35	(136,70)	168,36	124,09	292,45	9,35	(3,42)	16,71	(17,95)	12 541	95 928
2006	152,94	(155,31)	148,23	(10,78)	301,17	(166,09)	187,35	143,07	330,42	13,94	(6,93)	21,36	(20,23)	13 591	98 318
2007	170,47	(184,44)	167,74	(12,80)	338,20	(197,24)	204,84	162,53	367,73	13,36	(13,73)	36,40	(27,70)	15 486	101 136
2008	180,86	(190,73)	175,70	(12,92)	356,56	(203,64)	218,94	171,24	390,18	23,04	(38,64)	27,59	(41,04)	16 862	101 317
2009	160,83	(166,23)	3,44	(8,71)	164,27	(174,95)	--	--	159,18	--	--	--	(46,08)	17 957	155 000

Notes : 1. L'addition des nombres peut ne pas être égale au total à cause des erreurs d'arrondi. ◗ 2. « - » indique que les données statistiques ne sont pas valables, inconnues ou négligeables. ◗ 3. Les statistiques provenant de sources chinoises sont données entre parenthèses. ◗ 4. Les données pour les importations chinoises depuis HK excluent les réexportations vers la Chine. ◗ 5. * Données de 1992 ◗ 6. ** Données de 1998 ◗ 7. *** Le nombre de visiteurs de HK en Chine inclut les visiteurs de Macao.

Source : Département du recensement et des statistiques du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong, « Hong Kong Statistics », http://www.censtatd.gov.hk/hong_kong_statistics/index.jsp ; *A Statistical Review of Tourism* (numéros de 1981, 1986, 1991 et 1996), Hong Kong, département recherche de l' association de Hong Kong pour le tourisme, 1982, 1987, 1992 et 1997 ; Office du tourisme de Hong Kong, *Visitor Arrival Statistics* (publication mensuelle), http://partnernet.hktourismboard.com ; Bureau d'État des statistiques de la République populaire de Chine (comp.), China *Statistical Yearbook* (numéros de 1983, 1987, 1992, 1997, 2003, 2004, 2006, 2008 et 2009), China Statistics Press, Pékin, 1983, 1987, 1992, 1997, 2003, 2004, 2006, 2008, et 2009 ; ministère du Commerce, Bureau national des statistiques et administration d'État des devises étrangères de la République populaire de Chine, 2008 Niandu Zhongguo duiwai zhijie touzi tongji gongbao (Bulletin statistique de 2008 sur les investissements direst à l'étranger de la Chine), septembre 2009, http://hzs.mofcom.gov.cn/accessory/200909/1253868856016.pdf.

bles gouvernementaux. Les immenses entreprises d'État cotées à la bourse de Hong Kong ont très généreusement subventionné les activistes du front uni. Même les dirigeants de base tels que les présidents des comités d'aide mutuelle qui attribuent les logements sociaux sont invités sur le continent, où les pouvoirs publics locaux sont aux petits soins pour eux.

Tout cela explique pourquoi l'Alliance démocratique pour l'amélioration et le progrès de Hong Kong (le DAB), le parti pro-Pékin, revendique plus de 10 000 membres, tandis que le plus grand parti pro-démocratique, le Parti démocrate (DP) compte environ 600 membres, dont un tiers seulement est actif. Il est tout aussi significatif que le DP et le CP (Parti civique), un autre parti pro-démocratique aux propositions très attractives pour les libéraux et les classes moyennes, ne comptent parmi leurs membres aucun cadre moyen d'une grande entreprise. Toutes les grandes entreprises de Hong Kong ont des activités importantes en Chine et leurs cadres ne veulent pas être associés aux partis politiques pro-démocratiques critiques à l'égard des autorités chinoises. Comme la plupart des médias de Hong Kong sont entre les mains de grands groupes, l'autocensure est devenue la norme depuis les années 1990.

Tableau 2 – Niveau de confiance de la population de Hong Kong envers la Chine et ses dirigeants exprimé dans des sondages d'opinion effectués entre 1997 et 2009 (en moyenne deux fois par an)

Date du sondage	Confiance en l'avenir de la Chine (A)		Confiance dans le gouvernement central (B)		Confiance dans le principe « un pays, deux systèmes » (C)	
	Confiant	Non confiant	Très confiant/ assez confiant	Assez méfiant/ très méfiant	Confiant	Non confiant
Juillet à décembre 2009	87,2%	8,5%	49,6%	18,8%	68,1%	26,0%
Janvier à juin 2009	88,2%	8,2%	52,6%	15,4%	72,5%	21,7%
Juillet à décembre 2008	88,1%	7,9%	53,1%	14,4%	71,8%	21,6%
Janvier à juin 2008	87,9%	7,9%	54,9%	13,4%	74,6%	18,7%
Juillet à décembre 2007	87,6%	7,8%	54,4%	15,6%	74,9%	18,8%
Janvier à juin 2007	87,5%	8,1%	49,9%	15,5%	72,9%	20,8%
Juillet à décembre 2006	85,7%	9,3%	44,6%	19,7%	70,4%	23,6%
Janvier à juin 2006	85,0%	9,3%	48,5%	18,7%	69,4%	22,6%
Juillet à décembre 2005	82,0%	11,0%	46,8%	24,4%	65,1%	25,3%
Janvier à juin 2005	79,0%	11,4%	43,2%	24,7%	57,2%	28,2%
Juillet à décembre 2004	83,4%	9,2%	47,0%	20,9%	59,3%	28,4%
Janvier à juin 2004	82,6%	8,8%	40,0%	25,6%	51,7%	33,1%
Juillet à décembre 2003	82,7%	8,3%	45,7%	20,6%	53,7%	30,9%
Janvier à juin 2003	79,1%	11,0%	37,6%	29,4%	49,2%	38,4%
Juillet à décembre 2002	81,7%	9,6%	41,0%	26,2%	52,7%	34,3%
Janvier à juin 2002	81,1%	8,6%	48,6%	20,6%	58,7%	28,3%
Juillet à décembre 2001	79,9%	10,0%	43,9%	22,1%	59,2%	27,3%
Janvier à juin 2001	-	-	33,8%	31,1%	56,7%	30,4%
Juillet à décembre 2000	-	-	31,6%	31,0%	58,2%	27,5%
Janvier à juin 2000	-	-	31,9%	27,3%	62,0%	22,5%
Juillet à décembre 1999	-	-	29,3%	29,7%	56,3%	29,6%
Janvier à juin 1999	78,6%	10,5%	27,3%	27,4%	57,7%	28,3%
Juillet à décembre 1998	-	-	30,5%	30,7%	66,6%	21,9%
Janvier à juin 1998	71,0%	15,0%	28,7%	30,1%	64,5%	20,8%
Juillet à décembre 1997	73,1%	11,8%	32,4%	29,9%	64,0%	18,7%

Notes :
1. Question posée pour (A) – Avez-vous confiance en l'avenir de la Chine ? Les autres options qui ne sont pas incluses dans ce tableau étaient « je ne sais pas/difficile à dire ».
2. Question posée pour (B) – Dans l'ensemble, faites-vous confiance au gouvernement central de Pékin ? Les autres options qui ne sont pas incluses dans ce tableau étaient « je suis mitigé/difficile à dire ».
3. Question posée pour (C) – Dans l'ensemble, faites-vous confiance au principe « un pays, deux systèmes » ? Les autres options qui ne sont pas incluses dans ce tableau étaient « je ne sais pas/difficile à dire ».

Source : Programme sur l'opinion politique, université de Hong Kong, http://hkupop.hku.hk/, consulté le 25 janvier 2010.

Depuis le milieu des années 1980, le front uni pro-Pékin à Hong Kong a progressivement construit une véritable machine électorale permettant à ses candidats de remporter de nombreuses élections. Il a montré son pouvoir de mobilisation et l'efficacité de ses stratégies de campagne lors des élections au Conseil législatif en 2004 et 2008 et lors des élections des conseils de district en 2003 et 2007.[16]

Les dirigeants chinois sont face à un dilemme fondamental. Ils essayent par tous les moyens de soutenir Hong Kong sur le plan économique tout en gardant en tête leurs principaux objectifs : assurer la stabilité politique et démontrer au monde que Pékin peut administrer le territoire mieux que Londres. Ce soutien actif et interventionniste a rendu les Hongkongais conscients de leur dépendance envers le continent, mais ils sont également soucieux de sauvegarder quelques mécanismes régulateurs incarnés par le mouvement pro-démocratique. Dans la mesure où les dirigeants chinois ont compris qu'ils ne peuvent pas avoir le contrôle total du jeu politique à Hong Kong, ils sont réti-

16. Pour plus d'informations sur les modes opératoires de la machine électorale du front uni pro-Pékin, lire Joseph Y. S. Cheng, « Introduction – Hong Kong Since Its Return to China: A Lost Decade? », *in The Hong Kong Special Administrative Region in Its First Decade*, Hong Kong, City University of Hong Kong Press, 2007, p. 43 et p. 46-47.

Tableau 3 – Le sentiment d'identité de la population de Hong Kong exprimé dans des sondages d'opinion effectués entre 1997 et 2009 (en moyenne deux fois par an)

Date du sondage	(A)				(B)	(C)
	Citoyen de Hong Kong	Citoyen chinois de Hong Kong	Citoyen de Hong Kong chinois	Citoyen chinois	Sentiment d'identité en tant que citoyen de HK	Sentiment d'identité en tant que citoyen chinois
Juillet à décembre 2009	37,6%	23,9%	13,1%	24,2%	8,14	7,79
Janvier à juin 2009	24,7%	32,0%	13,3%	29,3%	7,83	7,72
Juillet à décembre 2008	21,8%	29,6%	13,0%	34,4%	7,99	7,79
Janvier à juin 2008	18,1%	29,2%	13,3%	38,6%	7,80	8,02
Juillet à décembre 2007	23,5%	31,5%	16,0%	27,2%	8,09	7,87
Janvier à juin 2007	23,4%	31,8%	16,7%	26,4%	8,00	7,66
Juillet à décembre 2006	22,4%	24,3%	20,1%	31,8%	7,98	7,82
Janvier à juin 2006	24,8%	25,1%	14,9%	34,6%	7,79	7,68
Juillet à décembre 2005	24,8%	26,5%	16,9%	30,7%	7,91	7,73
Janvier à juin 2005	24,0%	21,2%	14,7%	36,4%	7,77	7,56
Juillet à décembre 2004	25,9%	23,1%	16,2%	31,6%	7,54	7,47
Janvier à juin 2004	28,0%	21,2%	14,3%	33,0%	7,54	7,48
Juillet à décembre 2003	24,9%	23,4%	15,6%	32,5%	7,41	7,52
Janvier à juin 2003	32,6%	20,8%	13,5%	30,7%	-	7,54
Juillet à décembre 2002	30,0%	21,7%	14,7%	31,1%	-	7,63
Janvier à juin 2002	29,9%	20,7%	15,5%	30,4%	-	7,76
Juillet à décembre 2001	29,0%	24,2%	14,0%	28,7%	-	7,85
Janvier à juin 2001	33,8%	20,0%	14,7%	28,3%	-	7,78
Juillet à décembre 2000	36,3%	23,0%	14,2%	21,3%	-	7,62
Janvier à juin 2000	37,5%	22,5%	15,9%	19,0%	-	7,50
Juillet à décembre 1999	33,5%	22,6%	17,0%	23,6%	-	7,27
Janvier à juin 1999	41,4%	22,0%	13,2%	17,5%	-	7,02
Juillet à décembre 1998	36,6%	23,5%	16,7%	19,9%	-	7,18
Janvier à juin 1998	32,2%	18,3%	17,4%	28,2%	-	7,10
Juillet à décembre 1997	35,9%	23,6%	19,9%	18,0%	-	7,28

Notes :
1. Question posée pour (A) – Vous considérez-vous comme un citoyen de Hong Kong/un citoyen chinois/un citoyen de Hong Kong chinois/un citoyen chinois de Hong Kong. Les autres options qui ne sont pas incluses dans ce tableau étaient « autre », « je ne sais pas/difficile à dire ».
2. Question posée pour (B) – Utilisez une échelle de 0 à 10 pour évaluer votre sentiment d'identité en tant que citoyen de Hong Kong, 10 étant extrêmement fort, 0 extrêmement faible et 5 mitigé. À quel degré vous placeriez-vous ?
3. Question posée pour (C) – Utilisez une échelle de 0 à 10 pour évaluer votre sentiment d'identité en tant que citoyen chinois, 10 étant extrêmement fort, 0 extrêmement faible et 5 mitigé. À quel degré vous placeriez-vous ?

Source : Programme sur l'opinion politique, université de Hong Kong, http://hkupop.hku.hk/english/popexpress/ethnic/index.html, consulté le 25 janvier 2010.

cents à laisser une véritable démocratie s'installer. Ils n'ont, par conséquent, pas réussi à gagner le cœur de ceux qui continuent à voter pour les candidats pro-démocrates lors des élections et ils doivent prendre leur part de responsabilité vis-à-vis des mauvaises performances du gouvernement local. [17] Comme indiqué ci-dessus, il semble que les difficultés économiques et les mauvaises performances du gouvernement de la RAS de Hong Kong aient affecté la confiance de la communauté envers le gouvernement central et le principe « un pays, deux systèmes ». De façon encore plus significative, le poids de l'influence et de l'interventionnisme des dirigeants chinois a réduit à néant l'attractivité de ce principe pour Taiwan.

17. Malgré certains signes de reprise économique, l'insatisfaction envers l'administration de Donald Tsang était à son apogée à la fin 2009. Selon un sondage réalisé à la fin octobre 2009 dans le cadre du programme sur l'opinion publique de l'université de Hong Kong, 25,4 % des personnes interrogées étaient satisfaites ou assez satisfaites de la politique de Donald Tsang, 28,8 % étaient mitigées et 41 % étaient insatisfaites ou très insatisfaites de son action. Dans une autre étude effectuée à la même période, 34,6 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles voteraient pour Donald Tsang (si elles avaient le droit de vote et si l'élection avait lieu le lendemain) tandis que 48,5 % ne voteraient pas pour lui. L'information est disponible sur http://hkupop.hku.hk/.

Tableau 4 – Produit intérieur brut de Hong Kong (PIB) de 1997 à 2009

Année	PIB				Déflateur implicite des prix du PIB		PIB par habitant			
	En dollars courants		En dollars de 2007				En dollars courants		En dollars de 2007	
	En millions de dollars HK	Évolution en %	En millions de dollars HK	Évolution en %	(2007= 100)	Évolution en %	Dollars HK	Évolution en %	Dollars HK	Évolution en %
1997	1 365 024	11,0	1 113 824	5,1	122,6	5,7	210 350	10,1	171 640	4,2
1998	1 292 764	-5,3	1 046 700	-6,0	123,5	0,8	197 559	-6,1	159 955	-6,8
1999	1 266 668	-2,0	1 073 453	2,6	118,0	-4,5	191 731	-3,0	162 484	1,6
2000	1 317 650	4,0	1 158 807	8,0	113,7	-3,6	197 697	3,1	173 865	7,0
2001	1 299 218	-1,4	1 164 568	0,5	111,6	-1,9	193 500	-2,1	173 446	-0,2
2002	1 277 314	-1,7	1 186 008	1,8	107,7	-3,5	189 397	-2,1	175 859	1,4
2003	1 234 761	-3,3	1 221 659	3,0	101,1	-6,2	183 449	-3,1	181 503	3,2
2004	1 291 923	4,6	1 325 091	8,5	97,5	-3,5	190 451	3,8	195 340	7,6
2005	1 382 590	7,0	1 418 935	7,1	97,4	-0,1	202 928	6,6	208 263	6,6
2006	1 475 357	6,7	1 518 541	7,0	97,2	-0,3	215 158	6,0	221 455	6,3
2007#	1 615 455	9,5	1 615 455	6,4	100,0	2,9	233 248	8,4	233 248	5,3
2008#	1 675 315	3,7	1 650 556	2,2	101,5	1,5	240 327	3,0	236 775	1,5
2009	1 632 284	- 2,6	1 604 999	-2,8	101,7	0,2	233 060	-3,0	229164	-3,2

Notes :
1. Les chiffres présentés dans ce tableau sont les dernières données disponibles au 13 novembre 2009.
2. # indique que les chiffres devront être affinés lorsque les données provenant de toutes les sources habituelles seront disponibles.

Source : Département du recensement et des statistiques du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong, « Hong Kong Statistics – Statistical Tables » consulté sur http://www.censtatd.gov.hk/hong_kong_statistics/statistical_tables/index. jsp?charsetID=1&subjectID=12&tableID=030 le 22 juin 2010 et le 22 août 2010.

Le déficit de légitimité du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong

L'administration coloniale britannique a gagné sa légitimité grâce à ses résultats. [18] Aujourd'hui encore, de nombreux Hongkongais la place au-dessus des administrations Tung et Tsang. Après 1997, les autorités chinoises ont réagi aux crises politiques du gouvernement de la RAS en offrant un solide soutien économique. Leur raisonnement était simple : si l'économie s'améliore, le peuple sera content et s'intéressera beaucoup moins à la démocratie. La stabilité politique ne sera plus en péril.

Lorsque Donald Tsang a visité Pékin lors de son voyage officiel en décembre 2006, il a déclaré que « l'économie de Hong Kong [était] à son meilleur niveau depuis 20 ans ». [19] De nombreux habitants de Hong Kong n'étaient pas de cet avis, même en cette période de prospérité économique. Si l'on écoute les opinions exprimées dans des émissions de radio où les auditeurs appellent pour donner leur avis, on se rend compte que la population n'avait pas l'impression d'avoir bénéficié de la croissance économique de ces dernières années.

Une étude menée par la fondation Bauhinia, un *think tank* proche de Donald Tsang, révèle que le revenu moyen des ménages en 2005 était encore 15,8 % en dessous de son niveau de 1997. De plus, entre 1996 et 2005, le nombre de ménages avec un revenu moyen inférieur à 8 000 dollars HK a augmenté de 76,5 %, passant à plus de 500 000 ; et leur proportion par rapport au nombre total des ménages est passée de 13 à 22 %. [20]

Selon le Département du recensement et des statistiques, en juin 2009, il y avait 394 400 salariés qui gagnaient moins de 4 000 dollars HK (environ 500 dollars US) par mois, pour 300 000 en 2001. [21] Cette catégorie de personnes à faible revenu, parfois décrite par les sociologues comme les « travailleurs pauvres », est principalement constituée d'employés sans qualifications et peu diplômés. Étant donné que plus de 90 % du PIB provient du secteur des services, le déclin des industries manufacturières a provoqué une baisse de la demande en travail non qualifié. Le montant du salaire horaire des employés de Mc Donald (environ 2,5 dollars US) est un bon indicateur de l'excédent actuel de travailleurs non qualifiés.

Un projet de recherche mené à l'Université chinoise de Hong Kong révèle que l'indice global de qualité de vie sur le territoire a chuté de 3,5 % en 2008 par rapport à 2007, revenant ainsi quasiment au niveau de 2003, lorsque le territoire a été durement touché par l'épidémie de SRAS. Entre 2007 et 2008, l'évaluation par la population de Hong Kong de l'économie et de l'accessibilité du prix de son logement s'est dégradée de respectivement 30 et 33 %. [22]

Le chercheur Ohmae Kenichi estime que la grande majorité des Japonais vont tomber dans la classe moyenne inférieure de la société, car la mondialisation va élargir le fossé entre les riches et les pauvres et exacerber la

18. Voir Joseph Y. S. Cheng, « Political Modernization in Hong Kong », *The Journal of Commonwealth & Comparative Politics*, vol. XXVII, n° 3, novembre 1989, p. 294-320.
19. *South China Morning Post*, 28 décembre 2006.
20. *South China Morning Post.*, 10 janvier 2007 ; et *Ming Pao*, 10 janvier 2007.
21. *South China Morning Post*, 8 juin 2009.
22. *South China Morning Post*, 14 août 2009.

Tableau 5 – Statistiques sur la population active, le chômage et le sous-emploi à Hong Kong de 1997 à 2009

Année	Population active		Chômeurs (milliers)	Taux de chômage (%)	Sous-emploi (milliers)	Taux de sous-emploi (%)
	Nombre (milliers)	Évolution en %				
1997	3 234,8	2,3	71,2	2,2	37,1	1,1
1998	3 276,1	1,3	154,1	4,7	81,8	2,5
1999	3 319,6	1,3	207,5	6,2	96,9	2,9
2000	3 374,2	1,6	166,9	4,9	93,5	2,8
2001	3 427,3	1,6	174,3	5,1	84,8	2,5
2002	3 472,6	1,3	254,2	7,3	104,4	3,0
2003	3 465,8	-0,2	275,2	7,9	121,9	3,5
2004	3 512,8	1,4	239,2	6,8	114,3	3,3
2005	3 534,2	0,6	197,6	5,6	96,3	2,7
2006	3 571,8	1,1	171,1	4,8	86,3	2,4
2007	3 629,6	1,6	145,7	4,0	79,2	2,2
2008	3 648,9	0,5	130,1	3,6	69,0	1,9
2009	3 676,6	0,8	196,7	5,4	86,4	2,3

Notes : Les chiffres présentés dans ce tableau sont les dernières données disponibles au 19 août 2009.

Source : Département du recensement et des statistiques du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong, « Hong Kong Statistics – Statistical Tables ». Consulté sur http://www.censtatd.gov.hk/hong_kong_statistics/statistical_tables/index.jsp?charsetID =1&subjectID=12&tableID=006 le 22 juin 2010 ; et sur http://www.censtatd.gov.hk/hong_kong_statistics/statistical_tables/index.jsp?charsetID=1&tableID=006 le 22 août 2010.

polarisation sociale.[23] Les jeunes diplômés de Hong Kong doivent se retrouver complètement dans la théorie de K. Ohmae. Le salaire mensuel moyen des nouveaux diplômés se situe entre 10 et 11 000 dollars HK ; nombreux sont ceux qui ont également contracté des prêts étudiants auprès de l'État pour des montants proches de 200 000 dollars HK. À moins qu'ils puissent compter sur leurs parents pour la nourriture et le logement, ces jeunes ont du mal à se maintenir au niveau de vie des classes moyennes. Ils ne peuvent pas non plus compter sur des promotions régulières et des augmentations de salaire. Beaucoup touchent entre 20 et 25 000 dollars HK de salaire mensuel après dix ans de travail ou plus et ne parviennent pas à faire évoluer leur carrière de façon significative.

Avant 1997, le chômage n'était pas un problème à Hong Kong. On pensait que quiconque voulait travailler pouvait trouver un emploi sans difficulté. Ces dernières années, la ville a connu un taux de chômage supérieur à celui des États-Unis et du Royaume-Uni. Même ceux qui ont un bon emploi s'inquiètent pour la prochaine génération.

Le problème du chômage est venu s'ajouter à celui du fossé grandissant entre les riches et les pauvres. La population de Hong Kong a le patrimoine net par individu le plus élevé du monde, autour de 202 000 dollars US. Selon une étude menée par l'Institut mondial pour la recherche sur l'économie du développement des Nations unies en 2006, Hong Kong était devant le Luxembourg, la Suisse et les États-Unis qui étaient respectivement second, troisième et quatrième, tandis que le Japon était neuvième et Singapour douzième.[24] De 1981 à 2001, le coefficient de Gini de Hong Kong a progressivement grimpé de 0,451 à 0,525 (voir tableau 7a). Selon cette méthode de mesure de la distribution des revenus, Hong Kong se trouve derrière les pays développés et proche de pays comme l'Argentine et la Zambie.

Près du tiers de la population active de Hong Kong n'a bénéficié que de neuf années d'éducation ou moins ; ces personnes ont naturellement plus de mal à tirer parti de la croissance économique du territoire. Une inégalité de revenu exacerbée conduit facilement au mécontentement, voire à l'instabilité sociale.

Durant l'ère de l'administration coloniale britannique, le marché libre a conduit à la concentration des richesses et à une distribution inégale des revenus. Dans le système politique colonial, le pouvoir était fortement concentré entre les mains des hauts responsables du gouvernement colonial, qui étaient perçus comme neutres, efficaces et non corrompus dans leur majorité. Cette séparation des pouvoirs politiques établissait de fait une sorte d'équilibre. Mais depuis le retour de Hong Kong à la Chine, on observe une influence grandissante des grands groupes d'affaires sur le gouvernement de la RAS de Hong Kong. Ces derniers ont connu une croissance rapide de leurs actifs et ils ont des projets d'investissement d'ampleur sur le continent. Ils ont par conséquent l'oreille des hauts dirigeants chinois qui cherchent à attirer des investissements extérieurs et à maintenir la confiance des investisseurs à Hong Kong. L'évaluation des performances du gouvernement de la RAS de Hong Kong par les chefs d'entreprise a apparemment eu un impact considérable sur l'appréciation des administrations Tung et Tsang par les dirigeants chinois, qui à leur tour se sont montrés très soucieux de préserver les intérêts de ces grands groupes locaux.

Ces dernières années, les critiques envers le gouvernement de la RAS ont souvent pris pour cible la collusion entre le gouvernement et ces groupes.

23. Voir Ohmae Kenichi, *The Impact of Rising Lower-middle Class Population in Japan: What Can We Do About It* (en japonais), Tokyo, Kodansha, 2006.

24. *South China Morning Post*, 7 décembre 2006.

Tableau 6 – Niveau de satisfaction de la population vis-à-vis du gouvernement de la RAS de Hong Kong exprimé en moyenne deux fois par an de 1997 à 2009

Question de l'enquête : Êtes-vous satisfait dans l'ensemble des performances du gouvernement de la RAS de Hong Kong ?

Date du sondage	Nombre de personnes interrogées	Très satisfait	Assez satisfait	Moitié-moitié	Pas très satisfait	Très mécontent	Ne sais pas/difficile à dire
Juillet à décembre 2009	6 033	3,4%	28,3%	35,8%	21,1%	10,9%	0,6%
Janvier à juin 2009	6 068	3,1%	24,9%	40,4%	20,5%	10,7%	0,4%
Juillet à décembre 2008	6 213	2,7%	24,3%	41,9%	20,4%	9,6%	1,1%
Janvier à juin 2008	6 120	5,4%	42,2%	37,3%	10,2%	3,9%	1,0%
Juillet à décembre 2007	6 072	5,2%	46,4%	35,1%	9,0%	3,2%	1,1%
Janvier à juin 2007	7 084	5,4%	42,0%	39,1%	9,3%	2,9%	1,2%
Juillet à décembre 2006	6 076	4,2%	37,8%	41,7%	11,4%	3,7%	1,1%
Janvier à juin 2006	7 113	5,8%	45,7%	36,5%	8,5%	2,4%	1,1%
Juillet à décembre 2005	6 097	5,2%	44,0%	35,7%	9,5%	3,1%	2,4%
Janvier à juin 2005	6 109	2,9%	26,2%	37,9%	20,2%	8,6%	4,3%
Juillet à décembre 2004	6 148	2,7%	17,5%	35,3%	27,6%	14,2%	2,8%
Janvier à juin 2004	6 207	1,9%	13,0%	33,1%	30,6%	18,1%	3,5%
Juillet à décembre 2003	7 364	1,5%	12,2%	26,9%	35,3%	21,3%	3,0%
Janvier à juin 2003	6 293	1,1%	14,3%	25,6%	36,9%	18,6%	3,6%
Juillet à décembre 2002	6 260	1,0%	17,0%	28,1%	37,9%	11,3%	4,8%
Janvier à juin 2002	6 217	1,3%	23,7%	31,3%	32,8%	6,1%	4,9%
Juillet à décembre 2001	6 321	1,0%	19,2%	30,9%	33,4%	10,5%	5,0%
Janvier à juin 2001	6 348	1,3%	25,3%	35,0%	26,7%	6,5%	5,2%
Juillet à décembre 2000	6 324	1,5%	19,9%	31,3%	32,1%	9,6%	5,7%
Janvier à juin 2000	4 240	1,6%	22,4%	39,1%	22,9%	9,0%	5,1%
Juillet à décembre 1999	3 205	1,4%	22,8%	39,2%	23,6%	8,0%	5,0%
Janvier à juin 1999	4 213	0,7%	24,5%	39,9%	26,3%	5,4%	3,2%
Juillet à décembre 1998	4 755	1,0%	21,7%	35,8%	29,0%	8,0%	4,6%
Janvier à juin 1998	3 744	0,8%	27,4%	38,7%	23,0%	4,6%	5,5%
Juillet à décembre 1997	3 181	1,9%	40,7%	32,7%	13,6%	1,9%	9,3%

Source : Programme sur l'opinion publique de l'université de Hong Kong, « People's Satisfaction with the HKSAR Government – half-yearly average » (consulté sur from http://hkupop.hku.hk/english/popexpress/sargperf/sarg/halfyr/datatables.html le 22 janvier 2010).

Les familles des classes moyennes dépensent l'épargne d'une vie dans leur logement tandis que les promoteurs immobiliers refusent même de leur révéler la surface exacte de leur appartement. Les travailleurs cotisent tous les mois à des fonds de pension et à divers régimes d'assurance, mais ils ne savent pas quelle part de ces cotisations est consacrée aux commissions et aux frais de gestion. Les supermarchés ont fourni de fausses informations sur leurs promotions sans avoir été sanctionnés alors que cela avait été dénoncé par les médias, ce qui ne serait pas aussi grave si les clients avaient le choix. Ces exemples reflètent bien le contrôle oligopolistique du marché par les grands groupes du territoire, tandis que le gouvernement freine l'introduction d'une compétition équitable qui protégerait les intérêts des consommateurs et des petits investisseurs.

Cette impression de collusion entre le monde politique et celui des affaires a été amplifiée par le fait que de nombreux hauts responsables du gouvernement ont rejoint après leur mandat de grandes entreprises qui leur ont offert des salaires très confortables. Par ailleurs, le système des comités consultatifs officiels est dominé par une petite élite de 300 à 400 personnes, dont les épouses et les enfants de grands chefs d'entreprise. Pire encore, certains patrons sont tellement favorisés par le gouvernement qu'ils font partie de plus de dix comités consultatifs avec des mandats de plus de six ans, en violation complète des conventions établies.

Du tout premier discours de politique générale de C. H. Tung au dernier de l'administration Tsang, le gouvernement de la RAS de Hong Kong a tenté par tous les moyens de maintenir la compétitivité internationale du territoire ainsi qu'un taux de croissance respectable. Ils n'y sont de toute évi-

Tableau 7 (a) – Coefficient de Gini à Hong Kong

	1981	1986	1991	1996	2001	2006	2007
Coefficient de Gini	0,451	0,453	0,476	0,518	0,525	0,533	0,434

Source : Département du recensement et des statistiques du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong, *1991 Population Census Main Report*, Hong Kong, Government Printer, 1992 ; Département du recensement et des statistiques du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong, *Population Census 2001 Main Report – Volume I*, Hong Kong, Printing Department, 2002 ; et Département du recensement et des statistiques du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong, *2006 Population By-census – Thematic Report: Household Income Distribution in Hong Kong*, consulté sur http://www.bycensus2006.gov.hk/FileManager/EN/Content_962/06bc_hhinc.pdf le 22 janvier 2010.

Tableau 7 (b) – Coefficient de Gini à Hong Kong et dans d'autres économies

Région/pays	Coefficient de Gini	Année de l'enquête
Afrique du Sud	0,578	2000
Brésil	0,550	2007
Hong Kong, Chine	0,533	2006
Royaume-Uni	0,510	2004/05
Canada	0,510	2004
Zambie	0,507	2004
Argentine	0,500	2005
Singapour	0,481	2000
États-Unis	0,450	2005
Taiwan	0,340	2007
Corée du Sud	0,316	1998
Allemagne	0,283	2000
Suède	0,250	2000

Source : Les données pour Hong Kong, le Canada, le Royaume Uni, Singapour et les États-Unis proviennent du Département du recensement et des statistiques du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong, *2006 Population By-census – Thematic Report: Household Income Distribution in Hong Kong*, consultés sur http://www.bycensus2006.gov.hk/FileManager/EN/Content_ 962/06bc_hhinc.pdf le 22 janvier 2010 ; les données pour Taiwan proviennent du Conseil pour la planification économique et le développement (administrativement dépendant du Yuan exécutif de la République de Chine), *Taiwan Statistical Data Book 2009*, Taipei, Conseil pour la planification économique et le développement, Executive Yuan, juin 2009 ; et les autres données proviennent de la base de données du groupe de la Banque mondiale, *World Development Indicators (WDI) Online*.

dence pas parvenu. Lors de son dernier discours de politique générale du 14 octobre 2009, Donald Tsang a identifié six industries possédant un avantage stratégique et il a indiqué que le gouvernement leur apportera un soutien en leur accordant des terrains et diverses subventions.[25] Contrairement au Japon et aux autres « trois petits dragons d'Asie », le gouvernement de la RAS de Hong Kong ne contrôle pas le système bancaire et financier et ne possède pas de fonds d'investissement ou d'entreprises d'État dont le but est de promouvoir le développement de secteurs stratégiques. Cela explique en partie pourquoi l'administration de Donald Tsang a été considérée comme inefficace, même par le monde des affaires et le front uni.

Le déficit de légitimité du gouvernement de la RAS explique en grande partie pourquoi il a tenté d'éviter les sujets controversés. Dans une société vieillissante avec un taux de fertilité en chute libre, le poids financier des services sociaux va sans doute croître. Sans réformes administratives, les impôts vont augmenter. À l'heure actuelle, la caisse de prévoyance obligatoire de Hong Kong ne peut pas financer les retraites de tous les habitants et la population doit également trouver les moyens de financer ses services hospitaliers sur le long terme. Les administrations Tung et Tsang ont été réticentes à élargir l'assiette fiscale et à introduire une taxe sur la valeur ajoutée ou à demander à la population d'élever le montant des contributions à la caisse de prévoyance et de souscrire à une assurance médicale privée. Ce sont des mesures impopulaires, mais essentielles qu'un gouvernement inefficace et qui ne tire pas sa légitimité des urnes peut aisément repousser, le peuple devant, néanmoins, tôt ou tard en assumer les conséquences.

Les défis du mouvement pro-démocratique

Le mouvement pro-démocratique se trouve à une étape difficile de son histoire. Il y a une frustration considérable vis-à-vis du manque de progrès et personne ne s'attend à ce que cela change prochainement. Même les partis politiques du camp pro-démocratique ne croient plus en l'attrait politique de la démocratisation. En outre, ces partis ont un impact très limité sur l'élaboration des politiques, dans la mesure où les administrations Tung et Tsang ont déjà l'appui d'une large majorité au Conseil législatif ; ils n'ont donc pas à rechercher l'approbation des groupes pro-démocratiques, considérés comme membres de l'opposition. De fait, il y a eu très peu de consultations constructives entre les groupes pro-démocratiques et le gouvernement.

Cette impression d'impuissance politique des groupes pro-démocratiques a été amplifiée par la montée du sentiment de confiance des Hongkongais envers la Chine (voir tableau 2). Dénoncer les atteintes des autorités chinoises sur les libertés et les droits humains de la communauté présente moins d'attrait qu'auparavant pour les électeurs. Les préoccupations principales des habitants de Hong Kong sont sans conteste l'économie et le chômage, et les groupes pro-démocratiques ne leur semblent pas avoir beaucoup à offrir dans ce domaine.

Avant le retour de Hong Kong à la Chine, il y avait une pression morale et publique dans le camp pro-démocratique pour maintenir l'unité. Cette

25. Pour consulter le contenu de ce discours de politique générale et les premières réactions qu'il a suscitées, voir les grands journaux de Hong Kong datés du 15 octobre 2009.

Tableau 8 – Soutien de la population de Hong Kong aux partis politiques, août 1997 à novembre 2009

Nom du parti politique / Date du sondage	FTU	HKCTU	Parti civique	ADPL	DAB	DP	LP	LSD	HKAS PDMC	Frontier	AFA	NWS
19-23/11/2009	51,7 (2)	51,3 (3)	50,2 (4)	50,1 (5)	48,9 (6)	48,4 (7)	44,9 (9)	40,6 (10)	46,6 (8)	-	-	51,8 (1)
18-25/8/2009	52,2 (1)	51,1 (2)	49,5 (5)	49,9 (3)	49,0 (6)	49,7 (4)	44,6 (8)	40,3 (9)	47,0 (7)	-	38,2 (10)	-
19-22/5/2009	52,6 (1)	51,7 (2)	51,3 (3)	49,9 (4)	48,7 (6)	48,8 (5)	44,9 (9)	39,6 (10)	48,0 (7)	47,6 (8)	-	-
16-18/2/2009	52,9 (1)	51,6 (2)	49,7 (4)	49,7 (5)	50,4 (3)	48,3 (6)	43,5 (9)	43,8 (8)	-	46,5 (7)	36,5 (10)	-
26-30/11/2008	53,4 (1)	52,3 (2)	51,1 (3)	50,7 (4)	48,5 (6)	49,5 (5)	41,0 (9)	45,4 (8)	-	46,6 (7)	36,5 (10)	-
18-20/8/2008	53,3 (1)	51,7 (3)	52,4 (2)	51,0 (4)	48,5 (5)	47,7 (6)	47,4 (7)	-	44,0 (9)	46,2 (8)	35,4 (10)	-
20-22/5/2008	55,7 (1)	52,1 (4)	53,1 (3)	51,1 (5)	53,6 (2)	48,7 (7)	49,8 (6)	-	46,4 (8)	45,9 (9)	35,7 (10)	-
18-20/2/2008	53,7 (1)	51,5 (4)	51,8 (2)	49,3 (5)	51,6 (3)	48,6 (7)	49,1 (6)	-	45,1 (9)	46,2 (8)	35,7 (10)	-
21-26/11/2007	52,3 (2)	50,0 (4)	51,9 (3)	48,9 (6)	52,6 (1)	47,0 (7)	46,4 (8)	-	-	45,3 (9)	33,0 (10)	49,7 (5)
13-16/8/2007	55,0 (1)	50,0 (6)	50,7 (4)	50,2 (5)	54,8 (2)	48,0 (7)	52,3 (3)	-	44,1 (9)	45,4 (8)	34,3 (10)	-
16-25/5/2007	53,5 (1)	50,4 (5)	51,7 (2)	51,3 (3)	49,6 (7)	49,8 (6)	51,2 (4)	-	46,9 (8)	46,1 (9)	35,7 (10)	-
12-14/2/2007	51,3 (3)	51,4 (2)	51,5 (1)	49,3 (5)	48,3 (6)	50,0 (4)	48,0 (7)	-	44,5 (9)	45,5 (8)	34,7 (10)	-
20-24/11/2006	53,2 (1)	51,5 (4)	51,9 (2)	50 (5)	49,2 (6)	48,4 (8)	49,1 (7)	-	-	47,3 (9)	36,9 (10)	51,6 (3)
11-15/8/2006	53,2 (1)	49,1 (3)	49,4 (2)	49,1 (4)	49,1 (5)	45,2 (7)	48,9 (6)	-	40,6 (9)	43,2 (8)	33,1 (10)	-
18-25/5/2006	54,2 (1)	52,6 (2)	52,2 (3)	50,5 (5)	51,1 (4)	47,4 (7)	50,2 (6)	-	44,8 (9)	46,6 (8)	37,6 (10)	-
9-14/2/2006	52,5 (2)	51,7 (3)	53,8 (1)	49,6 (4)	49,5 (5)	46,9 (7)	48,9 (6)	-	43,9 (9)	45,1 (8)	35,6 (10)	-
18-23/11/2005	52,7 (2)	51,7 (3)	53,8 (1)	48,0 (6)	47,5 (7)	48,2 (5)	49,7 (4)	-	45,7 (9)	46,5 (8)	37,5 (10)	-
22-25/8/2005	52,0 (2)	51,1 (3)	54,1 (1)	49,7 (5)	47,7 (6)	47,4 (7)	50,1 (4)	-	46,2 (8)	45,5 (9)	35,8 (10)	-
21-24/5/2005	52,2 (3)	52,5 (2)	54,0 (1)	48,3 (5)	46,5 (7)	49,0 (4)	47,4 (6)	-	45,2 (9)	46,4 (8)	36,3 (10)	-
17-20/2/2005	51,4 (2)	49,8 (3)	53,2 (1)	47,2 (5)	46,1 (7)	47,0 (6)	48,6 (4)	-	44,0 (9)	46,0 (8)	36,8 (10)	-
15-17/11/2004	50,8 (3)	52,1 (2)	54,1 (1)	49,2 (4)	45,0 (9)	49,0 (5)	48,6 (6)	-	46,3 (8)	47,6 (7)	37,9 (10)	-
21-28/8/2004	49,6 (4)	51,1 (3)	51,8 (1)	48,6 (5)	41,6 (9)	51,2 (2)	48,3 (6)	-	44,8 (8)	45,5 (7)	35,9 (10)	-
10-13/5/2004	51,6 (5)	53,7 (2)	54,3 (1)	51,8 (4)	42,5 (9)	53,2 (3)	49,9 (6)	-	47,4 (8)	48,3 (7)	39,4 (10)	-
20-23/2/2004	51,3 (2)	52,3 (1)	-	49,0 (6)	42,6 (9)	50,8 (3)	49,7 (5)	-	44,9 (8)	47,0 (7)	37,3 (10)	50,6 (4)
15-18/11/2003	50,7 (1)	50,1 (2)	-	47,7 (6)	42,1 (8)	49,0 (4)	49,3 (3)	-	-	45,2 (7)	35,7 (9)	48,4 (5)
18-20/8/2003	49,0 (4)	51,3 (1)	-	48,2 (6)	41,2 (9)	50,1 (3)	50,7 (2)	-	45,3 (8)	46,0 (7)	35,4 (10)	48,6 (5)
15-20/5/2003	54,1 (2)	54,4 (1)	-	52,4 (3)	47,9 (8)	49,8 (6)	49,3 (7)	-	47,5 (9)	50,6 (5)	39,1 (10)	52,3 (4)
14-18/2/2003	54,2 (2)	55,5 (1)	-	52,1 (4)	49,9 (7)	51,9 (5)	49,3 (8)	-	46,5 (9)	50,2 (6)	37,1 (10)	53,9 (3)
1-5/11/2002	-	55,8 (1)	-	54,4 (3)	53,3 (4)	51,8 (5)	50,3 (7)	-	47,6 (8)	51,3 (6)	37,7 (9)	54,7 (2)
14-19/8/2002	-	56,9 (1)	-	54,8 (2)	52,4 (5)	52,5 (4)	51,8 (6)	-	49,6 (8)	51,3 (7)	39,5 (9)	53,8 (3)
14-16/5/2002	58,8 (1)	57,9 (2)	-	56,0 (3)	55,1 (4)	51,2 (7)	52,5 (6)	-	47,9 (9)	50,5 (8)	40,0 (10)	54,0 (5)
18-21/2/2002	57,6 (1)	56,1 (2)	-	55,8 (3)	54,0 (4)	50,6 (7)	52,2 (6)	-	-	50,4 (8)	38,9 (9)	53,1 (5)
15-20/11/2001	57,0 (1)	56,1 (2)	-	54,9 (3)	52,7 (5)	51,7 (6)	50,3 (7)	-	48,1 (9)	49,3 (8)	38,6 (10)	53,0 (4)
17-24/8/2001	56,7 (1)	55,5 (2)	-	52,5 (4)	52,7 (3)	50,7 (6)	48,1 (9)	-	48,4 (8)	49,5 (7)	37,7 (10)	51,6 (5)
25-29/5/2001	57,5 (1)	54,6 (2)	-	51,9 (4)	52,4 (3)	50,6 (6)	50,2 (7)	-	46,2 (9)	50,0 (8)	36,6 (10)	50,7 (5)
19-21/2/2001	60,1 (2)	60,5 (1)	-	55,8 (5)	55,5 (6)	57,4 (4)	53,5 (9)	-	55,3 (7)	54,4 (8)	46,2 (10)	58,1 (3)
23-27/11/2000	56,4 (1)	55,6 (2)	-	52,6 (3)	51,1 (4)	50,5 (6)	48,3 (8)	-	-	48,4 (7)	37,5 (9)	51,0 (5)
25-30/8/2000	56,1 (1)	52,6 (2)	-	50,7 (5)	49,1 (7)	52,5 (3)	47,7 (8)	-	49,3 (6)	50,9 (4)	-	-
2-5/6/2000	58,7 (1)	54,8 (2)	-	51,1 (6)	51,9 (5)	52,7 (3)	49,1 (8)	-	50,2 (7)	52,3 (4)	-	-
3/4/2000	55,2 (1)	53,3 (2)	-	49,6 (6)	51,1 (5)	52,1 (3)	48,9 (7)	-	47,6 (8)	51,6 (4)	-	-
1-2/2/2000	56,6 (1)	54,5 (2)	-	50,0 (4)	50,3 (3)	48,5 (6)	47,7 (7)	-	46,7 (8)	48,6 (5)	-	-
06/12/1999	56,3 (1)	51,1 (2)	-	50,0 (4)	50,2 (3)	49,8 (5)	47,3 (8)	-	47,6 (7)	47,8 (6)	-	-
11-16/10/1999	53,1 (1)	51,1 (2)	-	45,7 (8)	48,6 (5)	50,4 (3)	47,3 (6)	-	48,9 (4)	46,9 (7)	-	-
02/08/1999	53,2 (1)	51,4 (3)	-	48,9 (5)	47,0 (7)	52,0 (2)	47,3 (6)	-	49,1 (4)	49,1 (4)	-	-

Date du sondage	FTU	HKCTU	Parti civique	ADPL	DAB	DP	LP	LSD	HKAS PDMC	Frontier	AFA	NWS
01/06/1999	56,8 (1)	55,2 (2)	-	49,8 (7)	51,9 (3)	51,6 (4)	49,0 (8)	-	51,3 (5)	50,8 (6)	-	-
09/04/1999	55,8 (1)	-	-	49,9 (5)	51,3 (4)	55,5 (2)	48,9 (7)	-	49,7 (6)	51,4 (3)	-	-
01/02/1999	58,5 (1)	-	-	52,6 (5)	53,7 (4)	54,7 (2)	50,9 (7)	-	51,1 (6)	54,0 (3)	-	-
1-2/12/1998	57,5 (1)	-	-	50,8 (6)	52,4 (4)	55,9 (2)	51,1 (5)	-	50,5 (7)	52,5 (3)	-	-
09/10/1998	56,4 (1)	-	-	50,8 (5)	49,9 (6)	55,6 (2)	48,2 (7)	-	50,9 (4)	53,7 (3)	-	-
04/08/1998	57,7 (1)	-	-	51,6 (6)	52,6 (4)	57,5 (2)	51,3 (7)	-	52,2 (5)	54,9 (3)	-	-
3-4/6/1998	57,9 (2)	-	-	-	52,7 (4)	60,1 (1)	49,5 (5)	-	-	57,7 (3)	-	-
07/04/1998	58,7 (2)	-	-	54,6 (3)	54,4 (4)	59,0 (1)	53,0 (5)	-	-	-	-	-
2-3/2/1998	58,5 (1)	-	-	53,1 (4)	54,0 (3)	57,9 (2)	51,9 (5)	-	-	-	-	-
2-3/12/1997	60,1 (1)	-	-	-	53,7 (4)	58,5 (2)	50,1 (5)	-	53,8 (3)	-	-	-
3-4/10/1997	56,3 (1)	-	-	-	49,7 (4)	55,5 (2)	48,0 (5)	-	50,7 (3)	-	-	-
06/08/1997	61,4 (2)	-	-	-	57,2 (4)	63,8 (1)	56,0 (5)	-	59,9 (3)	-	-	-

Notes :

1. FTU = The Hong Kong Federation of Trade Unions (Fédération des syndicats de Hong Kong) ;
   HKCTU = Hong Kong Confederation Trade Unions (Confédération des syndicats de Hong Kong) ;
   ADPL = Hong Kong Association for Democracy and People's Livelihood (Association de Hong Kong pour la démocratie et l'amélioration du niveau de vie) ;
   DAB = Democratic Alliance for the Betterment and Progress of Hong Kong (Alliance démocratique pour l'amélioration et le progrès de Hong Kong) ;
   DP = The Democratic Party (Parti démocrate) ;
   LP = Liberal Party (Parti libéral) ;
   LSD = League of Social Democrats (Ligue des sociaux-démocrates) ;
   HKASPDMC = Hong Kong Alliance in Support of Patriotic Democratic Movements of China (Alliance hongkongaise de soutien aux mouvements démocratiques et patriotiques en Chine) ;
   AFA = April Fifth Action (Mouvement du 5 avril) ;
   NWS = Neighbourhood & Worker's Service Centre (Centre de service aux communautés et aux travailleurs)
2. Le Parti civique a été fondé en mars 2006 ; les données de mai 2004 à février 2006 portent sur le groupe de réflexion sur l'Art. 45. La Ligue des sociaux-démocrates a été formée en octobre 2006. Le groupe politique prodémocratique « Frontier » a fusionné avec le Parti démocrate en décembre 2008.
3. La question posée était : Si vous deviez utiliser une échelle de 0 à 100 pour exprimé votre soutien à XXX, 0 indiquant l'absence totale de soutien, 100 indiquant un soutien absolu et 50 un soutien mitigé, quel nombre attribueriez-vous ?
4. Le nombre entre parenthèses indique le rang du parti dans chaque sondage.

Source : Programme sur l'opinion politique de l'université de Hong Kong, « POP Polls: Rating of Top Ten Political Groups », sur http:// http://hkupop.hku.hk.

pression s'est relâchée peu après juillet 1997. Dans la frustration engendrée par le désert politique ambiant, les différences d'orientations politiques se sont amplifiées et ne peuvent plus être contenues. Ces différences se sont exprimées très clairement dans les réactions récentes vis-à-vis des Propositions de réforme politique. Le Parti civique et la Ligue des sociaux-démocrates (LSD) ont proposé en 2010 un référendum implicite sur les Propositions en présentant la démission d'un législateur pro-démocrate dans chacune des circonscriptions géographiques. Des élections partielles devaient avoir lieu durant lesquelles les législateurs démissionnaires feraient campagne pour leur réélection sur le thème commun du rejet des Propositions de réforme politique du gouvernement de la RAS et pour demander l'instauration du « double suffrage universel » dès que possible. Pour les tenants de cette proposition, c'était le seul moyen de mobiliser l'ensemble de l'électorat pour exprimer une position forte sur le problème de la démocratie et de démontrer au gouvernement, aux autorités chinoises et à la communauté internationale que le mouvement pro-démocratique bénéficie encore du soutien majoritaire de la population de Hong Kong.

Cependant, le Parti démocrate (DP) et les autres courants pro-démocratiques de la législature ont refusé de soutenir le « pseudo-référendum ». Ils ont affirmé que cela était trop risqué compte tenu de l'apathie de l'électorat sur les questions de démocratie et que la perte de l'une des circonscriptions géographiques ternirait l'image du mouvement. Le DP et les groupes qui partageaient son opinion s'inquiétaient de l'efficacité de la machinerie électorale du front uni pro-Pékin et ils ont affirmé clairement l'importance de conserver le veto pour le vote des Propositions de réforme politique. [26]

Le taux de participation aux élections partielles du Conseil législatif du 16 mai 2010 a été de 17,1 %, soit environ 580 000 électeurs qui se sont déplacés pour voter. Les deux camps avaient prévu ce scénario et préparé leur discours. [27] L'administration Tsang et le front uni pro-Pékin ont insisté sur le faible taux de participation et sur l'échec du « référendum *de facto* ». Naturellement, ils ont pu se vanter auprès des autorités chinoises d'avoir discrédité avec succès la campagne des pro-démocrates.

La décision de Pékin de ne pas autoriser les partis favorables à l'*establishment* à prendre part à cette élection a marqué un tournant décisif. Les dirigeants chinois considéraient de toute évidence que le « référendum *de facto* » pouvait créer un précédent dangereux et que ce danger dépassait

26. Selon l'annexe I de la loi fondamentale, les amendements au mode de scrutin du chef de l'exécutif « doivent être votés par les deux tiers de la majorité du Conseil législatif au complet avec le consentement du chef de l'exécutif et ils doivent être soumis au Comité permanent du CNP pour approbation ». Selon l'annexe II de la loi fondamentale, les amendements au mode de scrutin du Conseil législatif « doivent être votés par les deux tiers de la majorité du Conseil (législatif) au complet avec l'accord du chef de l'exécutif et ils doivent être soumis au Comité permanent du CNP pour validation ». Ces dispositions ont initialement été créées pour rendre les changements du système électoral plus difficiles et pour mettre la décision finale entre les mains des autorités chinoises ; mais elles permettent également aux législateurs pro-démocrates d'exercer leur veto sur toutes les propositions de réformes électorales du gouvernement à condition qu'ils contrôlent au moins le tiers des sièges, soit 20. Aujourd'hui, ils détiennent 23 sièges au Conseil législatif.

27. Voir les grands journaux de Hong Kong datés du 17 et du 18 mai 2010.

Tableau 9 – Cote de popularité des législateurs pro-démocrates de février 1997 à octobre 2009

Date du sondage	Le législateur le plus populaire parmi les 60 législateurs est un pro-démocrate	Nombre de législateurs pro-démocrates parmi les trois premiers législateurs les plus populaires	Nombre de législateurs pro-démocrates parmi les cinq premiers législateurs les plus populaires	Nombre de législateurs pro-démocrates parmi les dix premiers législateurs les plus populaires
18-21/1/2010	Oui	3	5	8
15-19/10/2009	Oui	2	3	8
14-18/7/2009	Oui	2	4	7
21-23/4/2009	Oui	2	4	8
19-21/1/2009	Oui	3	4	8
22-24/10/2008	Oui	3	4	7
9-10/7/2008	Non	2	3	6
16-18/4/2008	Non	2	2	6
16-18/1/2008	Non	1	2	6
22-25/10/2007	Non	2	2	6
23-26/7/2007	Non	1	2	6
17-20/4/2007	Non	2	2	7
22-26/1/2007	Non	1	2	6
23-27/10/2006	Non	1	2	6
14-21/7/2006	Non	1	2	6
18-21/4/2006	Non	1	2	6
16-20/1/2006	Non	1	1	6
9-13/11/2005	Non	1	2	6
5-9/8/2005	Non	0	2	6
9-12/5/2005	Non	1	2	6
14-16/2/2005	Non	1	2	6
8-11/11/2004	Oui	1	1	5
9-16/8/2004	Oui	1	2	6
3-7/5/2004	Oui	1	2	6
9-14/2/2004	Oui	1	2	5
10-12/11/2003	Oui	1	2	6
11-12/8/2003	Oui	1	2	5
2-7/5/2003	Non	1	2	5
4-7/2/2003	Non	0	2	4
1-5/11/2002	Oui	2	3	5
2-7/8/2002	Oui	1	3	5
2-7/5/2002	Non	1	2	5
4-6/2/2002	Oui	2	2	5
1-5/11/2001	Oui	2	2	5
1-3/8/2001	Oui	2	3	6
19-23/5/2001	Non	2	2	5
5-13/2/2001	Non	2	3	5
14-16/11/2000	Non	2	2	5
8-12/8/2000	Oui	3	4	6
26-30/5/2000	Oui	3	4	6
13/03/2000	Oui	3	4	6
21-24/1/2000	Non	1	2	4
24/11/1999	Oui	2	2	5

Date du sondage	Le législateur le plus populaire parmi les 60 législateurs est un pro-démocrate	Nombre de législateurs pro-démocrates parmi les trois premiers législateurs les plus populaires	Nombre de législateurs pro-démocrates parmi les cinq premiers législateurs les plus populaires	Nombre de législateurs pro-démocrates parmi les dix premiers législateurs les plus populaires
27/09/1999	Oui	2	4	7
26/07/1999	Oui	2	3	6
24/05/1999	Oui	3	3	6
25/03/1999	Oui	3	5	6
26/01/1999	Oui	3	5	6
25/11/1998	Oui	3	5	6
23-24/9/1998	Oui	3	5	6
28/07/1998	Oui	3	5	6
24/03/1998	Oui	1	1	1
23/01/1998	Non	1	1	1
24-25/11/1997	Non	1	1	1
15-18/9/1997	Non	0	0	0
22/07/1997	Non	1	1	1
5-6/6/1997	Oui	3	5	7
19-20/5/1997	Non	1	1	1
10-15/4/1997	Oui	3	5	7
17-18/3/1997	Non	1	1	1
3-4/2/1997	Oui	3	5	6

Source : Programme sur l'opinion publique de l'université de Hong Kong, « POP Polls: Rating of Top Ten Legislative Councillors », sur http://hkupop.hku.hk.

le bénéfice potentiel de prendre un ou deux sièges au camp pro-démocratique. C'est pourquoi les partis politiques favorables au pouvoir en place ont refusé de participer aux élections partielles.

L'administration Tsang a, quant à elle, été soumise à des pressions pour discréditer les élections partielles. La décision de Tsang lui-même de ne pas voter a certainement porté atteinte à la neutralité du pouvoir exécutif vis-à-vis de l'organisation des élections législatives. Cela était également contraire à l'esprit de l'État de droit. Même si l'administration estimait que des législateurs ou des partis politiques exploitaient une faille législative en traitant les démissions et les élections partielles comme un « référendum *de facto* », le gouvernement aurait dû respecter la loi, organiser les élections et mettre en œuvre les habituelles campagnes promotionnelles pour encourager les électeurs à voter, et éventuellement réparer la faille après coup.

Un taux de participation de 17,1 % n'est certes pas satisfaisant pour un « référendum *de facto* », mais pour une campagne de protestation, parvenir à mobiliser plus d'un demi-million de personnes pour dire non aux mesures de réforme politique de l'administration Tsang constitue sans doute un succès, en particulier si l'on considère les efforts des dirigeants chinois et du front uni pour discréditer cette campagne. Simultanément, Pékin continuait d'envisager la question de la démocratie uniquement selon la perspective du front uni. Le lendemain des élections partielles, il a été annoncé que les responsables du gouvernement central allaient rencontrer l'Alliance pour le suffrage universel, un groupe de coordination dirigé par le Parti démocrate. On a su par la suite que ce dernier avait indiqué au front uni pro-Pékin en décembre 2009 qu'il serait intéressé par un dialogue avec le gouvernement central sur la question des réformes politiques. Ce dialogue a eu lieu après les élections partielles du Conseil législatif et a abouti à un accord entre le gouvernement central et le Parti démocrate.

Le gouvernement central a accepté la proposition du Parti démocrate consistant à faire élire les candidats de cinq nouvelles circonscriptions socio-professionelles représentant les conseils de district par l'ensemble de l'électorat, à l'exception de ceux qui disposent déjà d'un droit de vote dans d'autres circonscriptions socio-professionelles. De cette façon, chaque électeur de Hong Kong aurait deux votes pour les élections du Conseil législatif de 2012. Selon les Propositions de réforme politique du gouvernement de la RAS publiées en novembre 2009, il doit y avoir cinq sièges supplémentaires du Conseil législatif directement élus, un pour chaque circonscription géographique ; et cinq sièges supplémentaires pour les circonscriptions socio-professionnelles à élire parmi les membres des conseils de district, suivant en cela les dispositions du comité permanent de l'ANP qui demandait que les deux types de circonscriptions restent égales en nombre de sièges. En échange de cette concession, le Parti démocrate a voté pour les Propositions de réformes politiques du gouvernement, qui ont été approuvées par la législature. À cause du changement de position du Parti démocrate, le camp pro-démocratique a perdu son pouvoir de veto sur ce vote. Cependant, ce pouvoir de veto va perdurer indépendamment des questions de démocratisation en général.

Le résultat du vote du Conseil législatif du 24 et du 25 juin 2010 a déchiré le mouvement pro-démocratique.[28] Le Parti démocrate et ses parti-

28. Voir les grands journaux de Hong Kong datés du 24 et 25 juin 2010.

sans estiment que l'établissement d'un dialogue avec le gouvernement central, suite aux événements de 1989 à Tiananmen, a été un progrès notable, que la concession obtenue était significative et qu'ils continueront à lutter jusqu'à l'instauration de la démocratie sur le territoire. Ceux qui ont voté contre les Propositions de réforme politique du gouvernement, y compris le Parti civique, la LSD, la Confédération des syndicats, etc., ont insisté sur l'importance d'une feuille de route et d'un calendrier et ils ont considéré que la prétendue « concession » du gouvernement central n'avait en fait servi qu'à augmenter à la fois le nombre et la légitimité des circonscriptions socio-professionnelles. On suspecte également le Parti démocrate d'avoir refusé de soutenir le « pseudo-référendum » pour mieux établir une relation de confiance avec les autorités chinoises et faciliter les négociations sur les réformes politiques.

Les divergences entre l'aile conservatrice et l'aile radicale du mouvement pro-démocratique sont aujourd'hui manifestes. Dans la mesure où les autorités chinoises n'ont aucune intention de laisser une véritable démocratie s'installer sur le territoire dans un avenir proche, il n'y a aucune chance pour les groupes pro-démocratiques de faire partie d'un gouvernement. En outre, comme nous l'avons dit plus haut, ils n'ont presque aucune influence sur l'élaboration des politiques. Dans ces circonstances, le manque d'unité et de discipline ont porté préjudice à l'attractivité du camp pro-démocratique pour les politiciens. Qui plus est, l'élection à la proportionnelle de plusieurs législateurs dans chaque circonscription géographique à vote individuel incite au morcellement. Dans la plus grande circonscription, New Territories West, qui compte huit législateurs, un candidat peut obtenir un siège avec 8 ou 9 % des votes. Par conséquent, avec un taux de participation autour de 50 %, un candidat peut théoriquement remporter un siège avec 4 ou 5 % des voix de sa circonscription, à condition qu'il mobilise ses partisans. Adopter une position radicale peut donc donner une bonne image au candidat qui attire ainsi une minorité suffisante de l'électorat. Il semble que la LSD ait suivi ce type de stratégie avec un certain succès ; elle a en tout cas beaucoup fait parler d'elle dans les médias. À l'opposé, l'Association de Hong Kong pour la démocratie et le bien-être (association luttant pour l'amélioration du niveau de vie) évite de rentrer dans les controverses politiques et se concentre sur la gestion du district de Sham Shui Po. Les différences d'orientation rendent difficile la solidarité au sein du camp pro-démocratique.

Il y a d'autres types de problèmes. De nombreux « jeunes Turcs » de l'aile radicale du mouvement sont frustrés, car leur carrière politique est au point mort. Les deux conseils municipaux ont été abolis en 2000 et il y a peu de chances d'être élu au Conseil législatif où la vieille garde s'accroche à ses sièges. Les jeunes politiciens passent donc de nombreuses années dans les conseils de district, où la rémunération est insuffisante pour financer une carrière politique à plein-temps.

Ces différences entre les partis du mouvement pro-démocratique et en leur sein sont désormais connues et elles ont supplanté la question du « pseudo-référendum » dans le débat public. Ces récriminations internes ont porté atteinte à l'image de l'ensemble du mouvement et découragé les éventuels partisans. Pire encore, les deux membres fondateurs du DP, Martin Lee et Szeto Wah, avaient des opinions différentes sur le « pseudo-référendum ». Szeto a ouvertement critiqué Lee pour son immaturité politique et il a accusé les jeunes partisans du « pseudo-référendum » d'aider le Parti communiste chinois (PCC). [29]

Lorsque le mouvement pro-démocratique a organisé une manifestation contre les Propositions de réforme politique le premier jour de l'année 2010, personne n'avait prévu une participation forte et on s'attendait à ce que 10 000 personnes viennent défiler. Plus de 30 000 personnes sont venues, et ce en partie à cause de la lourde condamnation prononcée contre Liu Xiaobo. [30] L'autre bonne surprise a été la farouche opposition contre le couteux projet du gouvernement de la RAS de construire une ligne de train à grande vitesse reliant Kowloon au réseau ferré à grande vitesse du continent. L'opposition est venue de la « génération post-80 », un groupe de jeunes gens très mécontents vis-à-vis du pouvoir en place, mais qui n'accordent pas pour autant leur respect et leur confiance aux partis politiques pro-démocratiques. [31] Il y a également eu une participation exceptionnellement élevée d'environ 150 000 personnes, [32] dont beaucoup de jeunes, pour la veillée aux bougies du 4 juin 2010. [33] Et les événements commémoratifs de 2011 connurent un succès similaire : d'après les organisateurs, plus de 150 000 personnes auraient cette année-ci participé à cette célébration.

La frustration et le mécontentement de la « génération post-80 » a attiré beaucoup d'attention, [34] mettant en lumière les écarts de revenu, la panne de l'ascenseur social pour les jeunes et l'impression grandissante d'injustice sociale devant les mesures gouvernementales prises au bénéfice unique des grands groupes d'affaires. Ces doléances abîment sans aucun doute la légitimité du gouvernement de Hong Kong, en particulier lorsqu'elles sont exprimées par des activistes de la « génération post-80 ».

Les attentes de la jeune génération reflètent l'évolution des valeurs et des exigences des Hongkongais. Quant aux membres de la « génération post-80 », ils considèrent que le gouvernement comme les partis pro-démocratiques les ont laissé tomber. Tandis que les administrations Tung et Tsang ont été au mieux médiocres dans leur gestion socio-économique, le mouvement pro-démocratique sent bien que son obsession vis-à-vis des questions de réformes politiques est inadéquate et ne permettra pas de rallier le soutien de la majorité de la population.

Conclusion

La majorité de la population de Hong Kong sait que les dirigeants chinois n'ont nullement l'intention de laisser une véritable démocratie s'installer sur le territoire, mais elle ne veut pas se confronter aux autorités chinoises et refuse de se sacrifier au nom de la démocratie tant que le *statu quo* est tolérable. L'apathie et le sentiment d'impuissance politique ont donc gagné du terrain au sein de la communauté ces dernières années. Le mouvement pro-démocratique éprouve quant à lui de plus en plus de difficultés à mobiliser et la frustration face au manque de progrès a exacerbé les divisions internes tout en les exposant au public. Il est peu probable qu'une amélioration notable de la situation se produise dans un avenir proche et la dynamique du mouvement semble difficile à entrete-

29. Voir, par exemple, *Ming Pao*, 25 novembre 2009 et 14 décembre 2009 ; *Oriental Daily News*, 25 novembre 2009 et 29 novembre 2009 ; et *Hong Kong Economic Journal*, 14 décembre 2009.
30. Voir les grands journaux de Hong Kong datés du 2 janvier 2010.
31. Voir les grands journaux de Hong Kong datés du 9 janvier 2010.
32. Selon les chiffres fournis par Szeto Wah, président de l'Alliance de Hong Kong, qui a organisé l'événement. Cependant, des chiffres différents ont été annoncés par d'autres partis.
33. Pour commémorer les événements de Tiananmen.
34. Voir Michael E. DeGolyez, *Protest and Post-80s Youth, A Special Report on the Post-1980 Generation in Hong Kong*, Hong Kong, Transition Project, Hong Kong Baptist University, 2010. La Central Policy Unit, dont le rôle principal est de conseiller le chef de l'exécutif et le centre de recherche en socio-économie appliquée de l'université des sciences et technologies de Hong Kong ont coorganisé un séminaire sur « la jeunesse et les changements sociaux » le 17 décembre 2010 pour examiner les problèmes de la « génération post-80 » sur le territoire ; les articles sont disponibles à http://www.cpu.gov.hk/txttc/conference20101217.htm.

nir. Ces pressions ainsi que les ressources et l'efficacité de la machine électorale du front uni pro-Pékin se sont fait clairement ressentir lorsque les dirigeants du mouvement pro-démocratique ont appelé à la prudence et à la vigilance en se prononçant contre le « pseudo-référendum ».

Les difficultés du mouvement pro-démocratique ne se sont cependant pas traduites par un avantage pour l'administration Tsang. Même le front uni pro-Pékin n'est pas satisfait du gouvernement de la RAS de Hong Kong et s'en prend à son incompétence concernant l'absence d'une stratégie de développement économique qui raviverait la compétitivité du territoire sur le plan international tout en remédiant à la polarisation sociale. La ligne dure des dirigeants chinois sur les réformes politiques a amplifié le déficit de légitimité de l'administration Tsang, qui est perçu des deux côtés de l'échiquier politique hongkongais comme dépendante du soutien des autorités chinoises. Donald Tsang a pu garder son poste uniquement parce que les dirigeants chinois ne peuvent pas se permettre de voir un autre chef de l'exécutif désigné par Pékin être acculé à la démission.

Bien que la confiance de la population hongkongaise envers la Chine et ses dirigeants ainsi que son identification avec le continent se soient renforcées depuis le retour du territoire à la Chine, le soutien appuyé de cette dernière envers le gouvernement de la RAS s'est révélé être à double tranchant. La population de Hong Kong s'est rendu compte que les réformes de politique locale se décidaient à la capitale, et elle reproche également aux autorités chinoises les performances médiocres du gouvernement du territoire nommé par elles et devant qui il est responsable.

Cette situation perdant-perdant ne peut s'inverser que si les dirigeants chinois sont assez éclairés et se sentent suffisamment en sécurité pour autoriser une véritable démocratie sur le territoire. Cela est peu probable, cependant, car les dirigeants chinois ne peuvent se permettre une remise en question du monopole du PCC sur le pouvoir politique si bien que la formule assurant la stabilité politique en Chine reste la croissance économique et l'absence de démocratie.

Traduit par Camille Richou